ISSN 0024-7650

Les ordonnances gouvernementales : LA PILULE EST AMÈRE

p. 4 - 5 - 6

lutte ouvrière

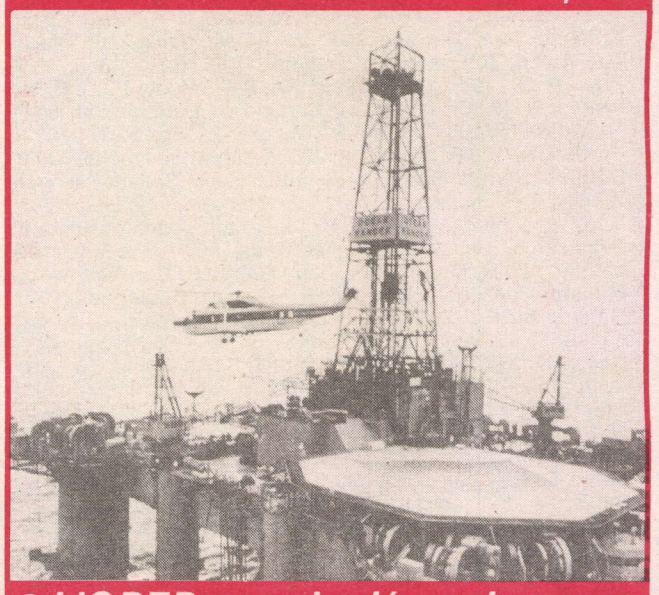
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 776 - 16 avril 1983 - prix : 6 F

Les centrales syndicales face au plan d'austérité

p. 6 et 15

○ *La Palestine malade du sionisme* p. 8 et 9

○ *Chicago : élection et racisme* p. 7



○ *L'OPEP sous la dépendance des trusts* p. 10 - 11

Les dirigeants du PCF tournent le dos au communisme

M 6189 - 776 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Pages 8 et 9 :
— La Palestine malade du sionisme.
— Le mirage du « plan Reagan ».

Pages 10 et 11 :
— Les pays producteurs de pétrole sous la dépendance des trusts.
• Qui sont les fauteurs de la hausse ?
• Les vrais maîtres du marché.
• La misère de l'or noir.

Page 12 :
— Il y a 40 ans : l'insurrection du ghetto de Varsovie.

Page 13 :
— Manifestation pour l'indépendance canaque.
— Quand le gouvernement français finance l'Apartheid.

En France

Page 4 :
— Fabius : Vive le profit !
— Albertini : 40 ans dans les coulisses du pouvoir.

Page 5 :
— Je prends tout, mais je vous laisse le reste.
— Marchais n'aime pas les couleuvres, mais il les avale !

Page 6 :
— Austérité : quand Delors y revient à plaisir.
— Journées d'action à la carte pour sauver la face.

Page 14 :
— Dans les entreprises : Usinor Dunkerque ; Sauvagnat Aurillac ; CRAT Massy ; Schmid Tours.

Page 15 :
— Citroën Aulnay ; Creusot-Loire Ermont (Loire) ; SPECIA Saint-Genis-Laval (Rhône) ; les empoisonneurs.

Page 20 :
— Bientôt la fête.

Culture

Pages 16 et 17 :
— Livres : *J'avais 20 ans : un jeune ouvrier au début du siècle* de R. Michaud ; *La vie quotidienne sous la République de Weimar ; Du bon usage de la vie et de la mort* de P. Milliez ; *Les champs de Yureghir* de Y. Güney ; *Mustapha Kemal* de P. Dumont ; *Les chasseurs de la préhistoire* de Leroi-Gourhan.

Pages 18 et 19 :
— Films : *La petite bande ; Te souviens-tu de Dolly Bell ? ; Pauline à la plage ; Tygra, la glace et le feu ; Coup de foudre ; Un dimanche de flic ; L'homme dans l'ombre ; Une gifle ; L'impératif.*

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition :

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Bilan de la souscription Municipales : 551 059 F

Le montant total de la souscription que nous avions lancée lors des dernières élections municipales atteint 551.059 F. Nous publions ci-après la liste des derniers souscripteurs.

Dans les usines, les bureaux, sur les marchés, nombreux sont ceux, travailleurs, amis, sympathisants qui ont fait le geste de nous soutenir en versant à la souscription pour la liste *La voix des travailleurs contre l'austérité.* Merci à tous ceux qui ont ainsi permis de présenter ces listes que nous avons constituées en commun avec la Ligue Communiste Révolutionnaire. Et nous remercions bien sûr aussi tous ceux qui ont envoyé de l'argent au CCP de notre journal.

RÉGION PARISIENNE : Françoise, Deuil la Barre, 250 F. J.C. P., Suresnes, 300 F. Journaliste, 200 F. Soupault, 20 F. Sourié Jean-Paul, 20 F. G. Seytre, 50 F. G. Manchevelle, 150 F. L. Dumesnil, 150 F. Un copain, 100 F. Franck, 50 F. Bon courage, 20 F. J.M. Simon, 100 F. Pierre Clément, 44 F. Habitante St-Ouen, 4 F. Pierre, 100 F. Aline, 50 F. Dominique, 50 F. Fernand, 500 F. Une électrice LO (79 ans, Neuilly-sur-Marne), 100 F. Une participante à la campagne électorale, 100 F. Anne (Paris), 100 F. Claude, Henriette, 100 F. Patrick, 30 F. Bop, 20 F. J. Paul, 200 F. Xavier, 10 F. Gomis, 10 F. Moussa, 20 F. Abdoul, 17 F. Sylvie, 50 F. Doudou, 3 F. Michel, Issy, 100 F. Jean-Pierre, SKF Ivry, 30 F. Une camarade, 500 F. Travailleur RATP Lilas, 100 F. C. Anker, 50 F. Roger, La Courneuve, 50 F. Jean Marie, EDF, 40 F. Sabine, 10 F. Counie, 10 F. A. Jeanne, 10 F. Habitant Romainville, 20 F. Gaelle, 10 F. Robin Gabrielle, 10 F. Leguay, 10 F. Sieffert D., 15 F. Marti D., 10 F. Un sympathisant des finances, 10 F. Marie Adeline, 30 F. Sympathisante ministère des Finances, 100 F. Sympathisante trésorerie principale d'Aubervilliers, 40 F. Dumas Annie, 40 F. Sympathisante des Finances, 10 F. Germeau, 50 F. Hélène Bernard, 50 F. Nicolas Huguette, 50 F. Une copine qui est pour l'abstention, 100 F. Pascal, 10 F. Danièle, 50 F. Valérie, 20 F. Petite Besson, 20 F. Louis, 20 F. Sautreau, 20 F. La mama, 50 F. Doris, 20 F. Christine, 100 F. Alibaba, 20 F. Ildjima, 10 F. B. Jérôme, 10 F. Mamadou, 40 F. Sympathisant, 100 F. Jean Ribineau, 20 F. Bobot, 20 F. Françoise et Patrick, 60 F. Jacques Boudot (Via Assurances), 1.000 F. Un technicien de la CII, 500 F. Kahlfuss, 100 F. Contre l'austérité, 100 F. Françoise et Philippe, 50 F. Martine, 30 F. Guy, 50 F. Alex, 50 F. Cécile, 30 F. Gilles, 100 F. Carole, 20 F. Eric, 20 F. Une copine, 200 F. Un copain, 200 F. Des vieux copains, 50 F. Rieth, 10 F. Soutien au journal, 8 F. Soutien au journal, 20 F. Jean-Luc, 50 F. Joël, 100 F. Soutien, 200 F. Meeting Arlette, 12 F. B. Lebrun (Beauvais), 100 F. D. Michel, 20 F. Jean-Marie (Compiègne), 200 F. Benslimane, 50 F. Royant Nelly, 200 F. Royant Françoise, 100 F. Une prof Paris VIII, 300 F. Un naturalisé presque d'accord, 50 F. Prof Paris VIII, 100 F. R.P., 50 F. Une prof auvergnate, 150 F. Andrew B., 120 F. Jean-Pierre, Vitry, 1.000 F. Employé Cramif, 10 F. Charlemagne Paris, 200 F. Un employé RATP, 100 F. Un dessinateur Thomson, 50 F. Un employé Thomson, 50 F. Un agent technique Thomson, 50 F. Un employé SNCF Ouest, 10 F. Une employée BNP, 30 F. Un agent technique Thomson, 50 F. Un agent technique Thomson, 20 F. Un autre, 20 F. Un dessinateur industriel, 30 F. Un dessinateur, 30 F. Mère de famille militante (Tour Nobel), 100 F. Sympathisant, 40 F. Une sympathisante, 100 F. Stéphane, 50 F. Patrick, 100 F. Une retraitée, 50 F. Anonyme Hôpital Le Kremlin Bicêtre, 200 F. Idem, 100 F. Idem, 50 F. Idem, 50 F. Bordessoule, 100 F. Francis, 50 F. Catherine, 40 F. Guy Bordessoule, 20 F. Jougot Christiane, 30 F. Soutien à LO, 44 F. Bellou (Beauvais), 20 F. Martine Dumesnil, 50 F. Pharipoux, 50 F. Catherine Dartigues, 51 F. Khiar, 50 F. Sedia (de tout cœur), 100 F. Chantilly, 100 F. Paul CNAV, 30 F. Philippe, 20 F. Monique, 30 F. Catherine, 20 F. Walter, 30 F. Une copine, 100 F. Dion, 150 F. Venema, 30 F. Un sympathisant, 20 F.

CII H.B. PARIS : Le Beux Sylvie, 50 F. Cronier Nicole, 50 F. M.C.R., 50 F. Bernard D., 50 F.

THOMSON ST-DENIS : Soutien MOV, 100 F.

RATEAU LA COURNEUVE : René, 100 F.

URSSAF MONTREUIL : Speranza Claude, 40 F. Speranza Philippe, 20 F. Blon Dominique, 100 F. Sala Marina, 100 F.

CRÉDIT LYONNAIS : Patrick, CL Levallois, 100 F. Employée, 10 F. Idem, 10 F. Codo CL Paris, 50 F.

UAP TOUR ASSUR : Hamès Thierry, 50 F. Yeddou Dominique, 50 F. Marché d'Aubervilliers, 25 F. Buée René, 40 F. Hamès Noha, 100 F. Robineau Jacqueline, 50 F. Frédéric Doré, 20 F.

PTT : Lydie, 100 F. Danièle, 50 F. Geneviève, 100 F. Christine, 20 F. Gilbert, 20 F. Sylvie, 15 F. Suzette, 20 F. Kristine, 25 F. Patrick, PTT Austerlitz, 100 F. Patrick, Créteil, 30 F.

PARIS INTER ARCHIVES : Bibi, 20 F. Jean-Michel, 30 F. Jean-Michel, 50 F. Alain, 30 F. Victor, 50 F. Brigitte, 100 F.

TRI PLM : Valero, 30 F. José, 30 F.

PTT NEUILLY : Villeriot Jean-Michel, 500 F. Une travailleuse, 500 F. René Faudel, 50 F. Anonyme, 50 F. Anonyme, 50 F.

PTT ISSY : Une Corrézinne sympa, 100 F. Balester Patrick, 30 ans, 50 F. Une postière (brigade C), 30 F. Un postier (brigade D), 50 F. Jean-Claude, 50 F. Etienne, 50 F. Frangine, 50 F. Joël, 200 F. Anonyme (G.M.), 50 F. Une postière d'Issy CTA (brigade B), 20 F. Un agent (brigade D), 10 F. Martine, 50 F. Agent (brigade C), 50 F. Agent (brigade D), 20 F. Agent (brigade D), 30 F.

CHAUSSON GENNEVILLIERS : Philippe, 300 F. Geneviève, 20 F. Un ouvrier, 20 F. OS, 10 F. Idem, 10 F. Idem, 10 F. Un ouvrier de Chausson, 20 F.

CHAUSSON ASNIÈRES : Albert, 50 F. Voillard Michel, 50 F. Grellier Michel, 100 F. André Gautron, 12 F. Un ajusteur, 100 F. Alain, 100 F. Jean-Pierre Montfort, 34 F. Lozano, 20 F. Annic Eugène, 30 F. Un employé, 114 F. Un ajusteur, 190 F.

ARDENNES : V. Motzeolulu, 250 F. J. Roger, 10 F. R. Sohet, 10 F. P. Motzeolulu, 50 F.

Reçu au journal : Margaret, 50 F.

AIA CLERMONT-FERRAND : Jack, 100 F. H., 100 F. Djibb, 50 F. Electricien, 30 F.

BOURGES : Hauchère J.L., 100 F.

VIERZON : Un prof, 40 F.

ORLÉANS : Daniel, 10 F. Une travailleuse de la CIT, 50 F. Un instituteur, 50 F.

BORDEAUX : Pour LO, Christophe, 100 F. Un pion Saïdo, 35 F. Loïc le plombier, 40 F. Florence Nacq, 15 F. Sylvie, 10 F. Christian, 100 F. Dominique Labouille, 100 F. Un ancien copain de lycée, 100 F. Françoise, 10 F. Quelqu'un qui aime bien les minorités, 20 F. Duval François, 15 F. Mahé Jean-Marie, 20 F. Loubet, 20 F. Montanes Martine, 100 F. Gouilhers, 50 F. Un sympathisant, 20 F. Une mère, 300 F. Pascal, 50 F. Nat, 20 F. Sympathisante, 100 F. Sympathisante, 24 F. Maryvonne, 200 F. Etudiant, 24 F. Une surveillante, 10 F. Martine, 200 F. Lecteur Lutte Ouvrière, 20 F. Mimi, 40 F. Au chômage, 10 F. Kiki, 50 F. Jack, lecteur LO, 30 F. Fonds de poches, 3,70 F. Pour la bonne cause et avec toutes mes sympathies malgré tout (abstention), 100 F. Cathy, 15 F. Marty Jean-Luc, 100 F. Une Marseillaise, 500 F. Beniat Sahaberry, 20 F. Sympathisante, 10 F. Prospection, 10 F. Munoz, 20 F. Anonyme, 10 F. C. Père, 10 F. Daniel, 50 F. Maité A.S., 20 F. Bacquerin, 17 F. India, 10 F. Lagardère, 10 F. Connait Gégé, 25 F. Un sympathisant, 20 F. Maurice, 10 F. Michel, 56 F. Christian, 30 F.

CRAMA BORDEAUX : Chaissac, 40 F. Kucmon, 50 F. Jean-Michel, 6 F.

BORDEAUX HÔPITAL SUD : Mère d'un candidat, 30 F. Copain Hosto, 20 F. Fille de Xavier, 50 F. Philippe Xavier, 10 F. Eric CI USM, 15 F. Frère d'un copain, 30 F. J. Louis, V 240, 20 F. Brancardiers 2, 10 F. Anonyme, 10 F. Monique ASH, 20 F. Une aide-soigante, 10 F.

SAFT BORDEAUX : Nadine, 16 F. Marnard, 10 F. Saoud, 20 F. Un chef, 10 F. Monique, 100 F. Paulette, 10 F. Mireille, 10 F. Olivier, 10 F. A. Menot, 50 F. Pernot, 10 F. Poujardieu, 10 F. Raoul, 10 F. Dupra, 10 F. Florès, 10 F. Michel, 15 F. Bonnaud, 10 F. Delage, 15 F. Hostein, 10 F. Maray, 10 F. Malardier, 10 F. Patrick, 50 F.

PAU : Etudiant, 50 F.

LYON : Un sympathisant, 100 F. Georges ASH Hôpital Croix Rousse, 100 F. Anne, infirmière hôpital Croix Rousse, 25 F.

SAINT-CHAMOND - CREUSOT-LOIRE (Bureau d'études de CECLIM : Gzo, 10 F. Brahm's, 14 F. Evelycole, 16 F. Maurice, sympathisant, 300 F. Un donneur, 200 F. Un donneur, 200 F.

MARSEILLE : Benhamou Joëlle, 15 F. Benhamou S., 9 F. Benayache R., 6 F. Benhamou, 10 F. Berger, 10 F. Bob, 10 F. V., 30 F. Wagner, 100 F. Brigitte Hubert, 20 F.

THIERS : Rectificatif : Yves, 1.000 F.

RÉGION PARISIENNE : Bolbec, 200 F. Foyer Martine, 60 F. Testor R., enseignant, LEP Paris, 200 F. Korichi Nacer, 20 F. Boubet Christine, 100 F. Villiers Bernard, 50 F. Rigollet, 100 F. Dumesnil, 30 F. Bernadette, 100 F. Marie, 100 F. Copain, 100 F. Jacques Geneviève, 100 F. Demotier Jean, 50 F. Delattre Marcel, 50 F.

PARIS LEP TURQUETIL : Une prof, 200 F. Une autre prof, 200 F. Idem, 20 F. Idem, 20 F. Idem, 20 F. Idem, 10 F. Idem, 50 F. Idem, 30 F.

LEP CHATENAY : Mossen Jean, 20 F. Moyon Richard, 105 F. Degiry Anne, 50 F. Benoît, 35 F. Jacques Philippe Serge, 25 F. Viturat Régine, 20 F. Cossu Luan Paolo, 50 F. Jacques Francesca, 30 F. Christian Degiry, 50 F. Monique Mercier, 15 F.

CAISSE D'EPARGNE ECUREUIL : Un donneur, 100 F.

ALSTHOM ATLANTIQUE : Christian, 15 F. Henri, 20 F. Michel, 15 F. Colette, 20 F. Mimile, 10 F. Robert, 30 F. Jean-Jacques, 20 F. Roland, 20 F. Jean-Claude, 100 F.

RENAULT FLINS (Mécanique) : Un sympathisant, 50 F.

CAEN : Une maman, 200 F.

AMIENS : Un retraité, 10 F. Un employé de l'Equipement, 13 F. Un lycéen, 50 F. Un employé PTT, 30 F. Une mère de famille, 50 F. Un petit commerçant, 10 F. Une soudeuse, 15 F. Un ouvrier électricien, 20 F. Un cheminot, 500 F. Une comptable, 400 F. Pour compléter, 2 F.

BREST : Roué Jean, 10 F. Jacques Piro, 100 F.

GRENOBLE : Desrousseau J.C., 100 F. Guigue Michel, 100 F. Durand Jean-Paul, 100 F. Vivier René, 200 F. Divers, 200 F.

MARSEILLE URSSAF : Madonijc, 100 F. Un mécontent, 10 F. Clapier Jeannette, 10 F. Laquevre, 10 F. Theric Daniel, 20 F.

LYON : M. Terrasse, Valence, 20 F. Mme Gomez, Soyons, 20 F. Anne-Marie, 100 F. Alain, 100 F. J.P. Jarrigue, ouvrier A.A., 50 F. A.M. A.A., 20 F. Illisible, Alsthom, 10 F. Pierre, A.A., 50 F. Norbert, 20 F. Paul, A.A., 30 F. Nicole, 50 F. Rachid, A.A., 20 F. Max, illisible, 30 F. François, A.A., 10 F. Illisible extérieur, 25 F.

LILLE : Amar B.J., 15 F. Alain V., 10 F. Daniel, 10 F. Michel, 15 F. Hervé, 47,50 F. Michel, 150 F.

ORLÉANS ; Michel, CCP, 100 F.

DIVERS PARIS : Christian SNCF, 100 F. Sylvie PTT, 100 F. Nogrette SNCF, 200 F. Pascal, SNCF, 50 F. Béranger, 20 F. Valty, 10 F. Henault, 20 F. Masson, 20 F. Rizet, 10 F. Simon, 10 F. Françoise, 10 F. L.V., 10 F. Soutien, 70 F. Attlane Chantal, 50 F. Hervé Denise, 20 F. Alti J.P., 20 F. Lelouch E., 20 F. Bouchaud N, 10 F. Deiss M. Claude, 20 F. Ricci M.C., 20 F. Le Poulain M, 10 F. Lajou N., 10 F. Lefebvre J., 20 F. Sablons, 10 F. Raut Sylvie, 10 F. Masson, 10 F. Elia, 5 F. Colette, 10 F. Francine, 10 F. Corinne, 10 F. Veyrières Joelle, 10 F. Biausque Annie, 10 F. Mabille Evelyne, 10 F. Hoffenbach, 10 F. Pruvost C., 10 F. Callivrousis RATP conducteur, 50 F. Un visiteur, 40 F. Un travailleur Schuco de Rambouillet, 50 F. Niavet RATP, 10 F. Vatinet RATP, 10 F. Lasaga RATP, 100 F. Un copain, 100 F. Un copain 100 F, Lagrange Noëlle, 300 F. Defurne Gérard, 50 F, Dobry Aline, 80 F. Sellerie Renault Flins, 5 F. Bidasse à Mantes, 5 F. Mustapha, les Lilas, 30 F. Une lycéenne des Lilas, 10 F. Deux camarades de Renault Flins, 25 F. Un d'accord avec nous, 35 F. Une ancienne copine, 100 F. Maïté, 20 F. Pour LO, 30 F. Un employé du Ministère de l'Education, 50 F. Herrouin Boulogne, 100 F. Galland du Pré St Gervais, 150 F. Une sympathisante chilienne, 50 F. Fadila, 27 F. Pour arrondir, 3 F. J. Paul, 44 F. Une collègue, 50 F. J.D. Aubert, 100 F. Anonyme, 50 F. Un sympathisant de Chartres, 50 F. Un sympathisant de St Prest, 50 F. Sympathisante, 100 F. Monique, 15 F. Roger, 25 F. Ginette, 25 F. Bruno, 50 F. Soutien, 10 F. Soutien, 10 F. Un habitant du 18e, 10 F. Un habitant du 18e, 10 F. Sympathisante, 60 F. Nicole, 10 F. Mustapha, 10 F. Une employée du ministère de l'industrie, 1 000 F. Michèle, 100 F. Brigitte, 50 F. Martine pour LO, 20 F. Soutien Paris, 10 F. Soutien Paris, 20 F. Soutien, 20 F. Soutien Paris, 10 F. Hélène C. 5 F. Manuelle, 15 F. M. Bernard Marthe, 100 F. M. Delhomme, 50 F. Bernard Crédit Lyonnais, 100 F. Technicien SAGEM, 100 F. Isabelle, 15 F. Jean-Michel, 20 F. Christine, 100 F. Anonyme V.P., 28 F. Pour LO V.P., 40 F. Evelyne, 1 000 F. Un prof des Lilas, 50 F.

Les dirigeants du PCF tournent le dos au communisme

LES députés communistes ont finalement voté comme un seul homme le droit pour le gouvernement de recourir aux ordonnances. Ils lui ont donné carte blanche pour promulguer les mesures d'austérité, renonçant ainsi à toute discussion même au parlement.

Les dirigeants du Parti Communiste acceptent de s'effacer derrière la politique définie par Mitterrand. Ils acceptent de passer sous la table.

Sans même pouvoir se justifier car le gouvernement n'a accepté de faire aucune concession pour obtenir le vote du PC. *L'Humanité* a dû se contenter des précisions qui allaient de soi, qui découlaient déjà du discours de Mauroy prononcé huit jours plus tôt, telle l'exonération de l'impôt exceptionnel pour ceux... qui sont déjà exonérés d'impôt !

Depuis des années, d'élections en élections le PCF est en recul, et c'est le Parti Socialiste et non le Parti Communiste qui a profité de la progression électorale de la gauche. Et le PCF a accepté de s'enchaîner au char de Mitterrand, de cautionner sa politique impopulaire, de reprendre à son compte ses mesures anti-ouvrières et d'en supporter le discrédit dans la classe ouvrière, discrédit d'autant plus grand pour le PCF qu'il est plus implanté parmi les travailleurs.

Car pour le Parti Communiste bien plus que pour le Parti Socialiste, c'est sa base, ses électeurs, ses sympathisants, ses militants qui sont touchés non seulement physiquement mais aussi moralement par les mesures antipopulaires du gouvernement de gauche. En se faisant le défenseur de la politique gouvernementale, le PCF risque de perdre son influence dans la classe ouvrière et même ses propres militants. Il a choisi délibérément de courir ce risque en se livrant pieds et poings liés aux gouvernements de Mitterrand.

En fait il n'a pas d'autre politique à proposer à la classe ouvrière. Pour être à même d'en proposer une autre il lui faudrait renouer avec ses origines de parti véritablement communiste, de parti résolument dans le camp des exploités du monde entier et qui défendait les intérêts de la classe ouvrière sans accepter la moindre compromission avec ses exploiteurs. Mais ces origines-là se perdent aujourd'hui dans la nuit des temps. Car il y a belle lurette que le PCF n'est plus ce parti-là et qu'il a renoncé à défendre fidèlement, envers et contre tous, les intérêts des travailleurs.

Il y a belle lurette que son ambition est d'obtenir des places de ministres dans les gouvernements de la bourgeoisie, d'être accepté comme un parti comme les autres, d'être reconnu comme un parti responsable. Responsable envers qui, sinon envers les classes possédantes, les riches, les exploiteurs de France et d'ailleurs.

Oui, les dirigeants du PCF sont prêts à payer le prix de cette reconnaissance-là. Mais le prix à payer risque d'être bien plus important que ce qu'il obtiendra en échange. Car le prix à payer c'est d'accepter d'abord de se discréditer auprès de ceux qui lui faisaient confiance.

Quant à être accepté et reconnu par la bourgeoisie, ce n'est pas pour demain. Les possédants exigeront d'abord qu'il fasse preuve de toujours plus de servilité et que de reniements en reniements, il prouve son dévouement jusqu'au suicide.

Et ce jour-là, il ne pourra plus être d'aucune utilité pour la bourgeoisie.

Oui, la voie du réformisme est bel et bien bouchée pour le PCF. Il a pu croire qu'il y avait une place à prendre quand le Parti Socialiste avait l'air moribond. Mais dès que la présence de partis de gauche, réformistes, au gouvernement est redevenue possible, le Parti Socialiste est ressuscité de ses cendres et a pris la place.

Aujourd'hui, pour tenter de faire croire à la volonté de transformation sociale des dirigeants du PCF, il n'y a plus guère que les éditorialistes stupides du *Figaro* et de la presse de droite.

Ils parviennent peut-être à en convaincre la petite bourgeoisie craintive, mais c'est bien tout. Car *Le Figaro* n'est pas lu dans les entreprises, bien que *L'Humanité* s'efforce de l'y faire lire en le citant abondamment puisque c'est bien le seul argument qui lui reste !

Alors, il est temps, il est grand temps que les militants communistes des entreprises, sincèrement dévoués à leurs camarades de travail, aux intérêts de la classe ouvrière toute entière comprennent que la solution n'est pas de baisser les bras et de protester avec ses pieds. Ce n'est pas parce que les dirigeants du PS et du PC sont des dirigeants faillis qu'il s'agit de renoncer aux idéaux socialistes et communistes. Bien au contraire, aujourd'hui que le système capitaliste tout entier est en crise, la seule issue, le seul espoir pour la classe ouvrière et l'humanité toute entière c'est plus que jamais le socialisme et le communisme !

Arlette LAGUILLER

Cortège unitaire pour le 1er-Mai, mais pour lutter contre l'austérité les syndicats se défilent

La CGT, la CFDT et la FEN se sont donc mises d'accord pour défiler en commun le 1er Mai, de la Gare de l'Est à la Bastille. Leurs représentants prendront la tête du défilé mais il est aussi prévu que les partis de gauche qui voudront participer seront dans le cortège. Le caractère de soutien au gouvernement de gauche de cette manifestation ne fera donc aucun doute.

La proposition initiale de défiler en commun avait été faite par Krasucki, et si la FEN y avait répondu favorablement, la CFDT s'était jusque-là fait tirer l'oreille. On sait que la centrale d'Edmond Maire n'est pas spécialement intéressée par ce que son secrétaire avait nommé « les grandes messes syndicales ». Ne serait-ce que parce qu'elle n'arrive pas à mobiliser ses partisans, et que ces défilés montrent à chaque fois une disproportion entre les participants, très nettement en faveur de la CGT. Et cela donne à ces manifestations un caractère politique forcément marqué par la centrale qui est liée au PCF.

Mais après le vote de la confiance au gouvernement, le vote des ordonnances et donc l'alignement total du PCF sur la politique de Mitterrand, il n'y avait sans doute, pour la CFDT, pas de raisons évidentes de refuser la proposition de la CGT, même si elle s'y range sans enthousiasme. *Le Figaro* du 14/4 dit qu'à la centrale d'Edmond Maire, on laisse entendre qu'il n'est pas sûr que son secrétaire général sera « disponible » pour la manifestation.

Toujours est-il que la façade unitaire sera sauvegardée pour le 1er Mai. Mais qu'est-ce que cela change pour les travailleurs, que les syndicats défilent seuls, à deux ou à quatre ?

En quoi un défilé de soutien au gouvernement peut être utile aux travailleurs ? Ce dont la classe ouvrière a besoin au moment où le deuxième plan d'austérité du gouvernement est mis en œuvre, c'est au contraire de se battre contre le pouvoir et les patrons qui veulent porter atteinte à son niveau de vie, à son droit au travail, à ses conditions d'existence.

Et là, tout ce dont les dirigeants syndicaux se montrent capables, c'est de proclamer, pour le communiqué, des journées d'action comme la CGT, ou des semaines comme la CFDT, chacun à leur tour, entreprise par entreprise ou branche par branche, mais surtout pas tous ensemble. Et cela, des semaines après l'annonce des mesures antipopulaires du gouvernement.

Oui, les travailleurs ont besoin d'être unis pour affronter leurs ennemis. Mais cette unité-là n'a rien à voir avec l'unité d'un jour réalisée à l'occasion d'un défilé par les dirigeants syndicaux dans le seul but d'apporter leur soutien au gouvernement.

Louis GUILBERT

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

RÉUNION PUBLIQUE
DE
LUTTE OUVRIÈRE
AVEC
ARLETTE LAGUILLER

vendredi 22 avril
à 20 h 30
A PARIS
Salle de la Mutualité
24, rue St-Victor
M° Maubert-Mutualité

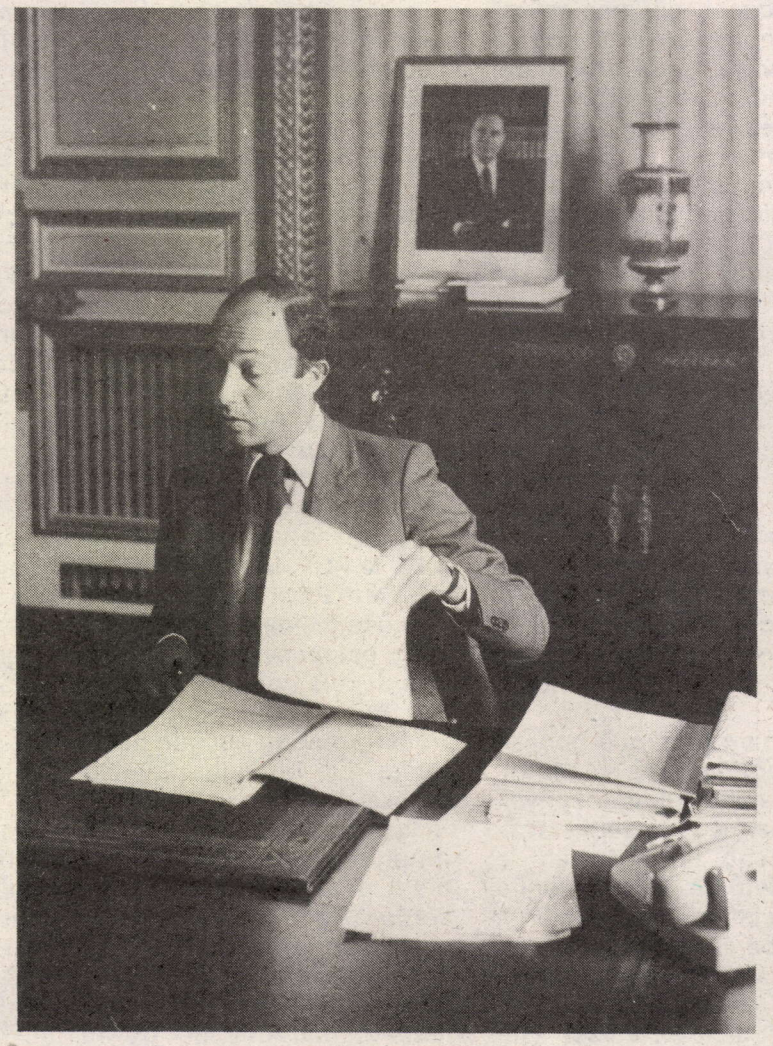
Fabius :

Vive le profit !

Que les patrons ne s'inquiètent pas : l'Etat socialiste ne veut pas mettre la main sur les entreprises. Qui en aurait douté ? Fabius, nouveau ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui succède à Chevènement, se veut le champion de la libre entreprise. Lors de l'inauguration au Palais des Congrès de la sixième semaine mondiale de l'innovation, Inova 83, le 11 mars, Fabius a affirmé : *« L'Etat n'entend pas se substituer au rôle des entreprises et des entrepreneurs », « l'Etat n'a pas à se mêler de tout ni à se substituer à tout ».* Et de faire l'éloge de l'entreprise moyenne et petite, d'où viendront davantage *« créations d'emplois, innovations, rythme de développement, aménagement régional ».* Et de rajouter que *« les notions de risque, de rentabilité, de compétitivité, n'ont rien de honteux, bien au contraire ».*

Et pour se faire encore plus convaincant, Fabius a laissé entendre qu'une nouvelle mesure — *« de grande portée »* — pourquoi pas « fiscale », était en préparation pour aider à la création d'entreprises. Une aide de plus qui viendra s'ajouter à toutes celles qui existent déjà. Alors, que les patrons ne s'inquiètent pas : si Fabius affirme que les patrons sont maîtres chez eux et que l'Etat ne viendra pas y mettre son nez, il est prêt par contre à y mettre de l'argent, celui des contribuables bien sûr !

Marie-Claude SOLAC



Laurent Fabius, un champion de la libre entreprise.

« *Le silence est d'or* »

Sous le titre « *Le silence est d'or* » *la Vie Ouvrière* du 11 avril rappelle les méfaits de l'emprunt Giscard lancé en 1973, qui a représenté un filon en or pour ceux qui y ont souscrit, mais une opération ruineuse pour l'Etat.

Qu'on en juge ! L'emprunt de 6,5 milliards a été couvert en 48 heures par les banques et leurs bons clients, car il avait la particularité d'être indexé sur l'or. Le prix de l'or s'est envolé, passant d'environ 10 000 F le lingot en 1973 à plus de 100 000 F aujourd'hui. L'obligation de cet « emprunt Giscard », qui coûtait 1 000 F à l'achat, vaut aujourd'hui plus de 8 000 F selon *Le Monde,* 11 000 F selon la *Vie Ouvrière.*

L'Etat a déjà dépensé plusieurs dizaines de milliards pour payer les intérêts annuels et, lorsque l'Etat aura fini de le rembourser en 1988, il lui aura coûté environ 100 milliards de francs, en admettant que le prix de l'or ne grimpe pas trop d'ici là.

Mitterrand, avant son élection, avait dénoncé cet emprunt comme étant une bêtise économique, puisque ruineux pour les finances de l'Etat. Mais depuis, il s'est bien gardé d'y toucher et il continue sans broncher à verser milliards sur milliards aux heureux bénéficiaires.

Il prêche les économies aux pauvres, mais il ne regarde pas à la dépense quand il s'agit de distribuer aux riches.

La *Vie Ouvrière,* qui reproche à Giscard son silence sur cette opération, a sans doute oublié qu'entre temps l'emprunt Giscard est devenu l'emprunt Mitterrand, et que c'est ce dernier qui, maintenant, ouvre tout grands les cordons de la bourse, sans mot dire.

40 ans dans les coulisses du pouvoir...

Georges Albertini, un homme inconnu de la grande majorité des gens mais dont *Le Monde* des 10-11 avril écrit : « *De 1940 à 1981, peu d'hommes déployèrent dans l'ombre de trois régimes pourtant antagonistes une influence comparable à la sienne* », est mort le 30 mars.

L'histoire de sa vie est éloquente sur la continuité de l'Etat sous tous les régimes.

La vie politique d'Albertini a commencé dans la gauche : dans les années trente il est membre de la SFIO, du Comité de vigilance anti-fasciste aux côtés de Soustelle et Malraux et il occupe des responsabilités dans la CGT. Après 1940, il choisit la collaboration, entre en 1942 au secrétariat général du Rassemblement National Populaire de Marcel Déat. Il collabora aux différents gouvernements de Vichy et fut directeur de cabinet du ministre du Travail dans les derniers mois de celui-ci.

Tout cela lui vaut, en septembre 1944, une condamnation à cinq ans de travaux forcés.

Libéré à la suite d'une réduction de peine en 1948, il ne connaît pas trop de problèmes de réinsertion sociale : dès cette année, il entre à la direction de la banque Worms. Selon *Le Monde,* « *ses anciennes amitiés socialistes demeurées fidèles* » lui permettent d'être proche des responsables socialistes, comme Guy Mollet, Robert Lacoste, de Félix Gaillard, Georges Bidault, Emile Roche, hommes qui furent parmi les principaux dirigeants politiques du pays sous la IVe République.

Sous la Ve République, Albertini continue à jouer les conseillers des ministres en place, dont Roger Frey, Jacques Baumel, Jacques Foccart, André Malraux. Proche également de Georges Pompidou, il en est un « *collaborateur discret et efficace* » et, lorsque Pompidou devient président de la République, « *se retrouve naturellement dans les couloirs de l'Elysée* », selon *Le Monde.*

Enfin, Albertini fait partie des hommes qui en coulisse lancent Chirac et le RPR dans les années soixante-dix.

Précisons que si, quelles que soient les étiquettes politiques des gouvernements, Albertini fut toujours un conseiller fidèle des ministères, il fut tout aussi fidèle à la banque Worms, dont il resta de 1948 à sa mort conseiller politique.

Dans ce pays où, pour faire une carrière politique, après 1944 et pendant une génération, il fallait pouvoir arguer de positions anti-pétainistes pendant la guerre, la vie d'Albertini illustre on ne peut mieux que tout cela n'était qu'une façade. Avant, pendant et après la guerre, les conseillers politiques ont pu souvent rester les mêmes, car l'Etat est resté le même.

C'est ainsi que, comme le rappelle *Le Monde,* « *chefs communistes exceptés* », Georges Albertini fréquenta, connut, conseilla, guida presque toutes les personnalités politiques de premier plan entre 1940 et 1981.

André Wurmser a beau titrer le 8 avril dans *L'Humanité* son billet consacré à Albertini « *Les avariés* », c'est un homme politique que la bourgeoisie n'a pas cru bon de déclarer hors d'usage, justement parce qu'il l'a toujours servie fort bien !

Philippe NATIER

La fuite des capitaux : comment fermer le robinet ?

Les possesseurs de capitaux investissent là où c'est le plus payant pour eux. Comme, pour l'instant, spéculer sur les monnaies est souvent plus rentable que de posséder des actions, de plus en plus de petits et gros rentiers sont tentés par la spéculation et leurs fortunes franchissent allègrement les frontières.

L'Humanité du 12 avril reprend une déclaration du secrétaire général du syndicat CGT du personnel des douanes, où celui-ci estime que les exportations frauduleuses de capitaux l'an dernier se sont chiffrées entre 77 et 80 milliards, contre 60 à 70 l'année précédente. Et il explique que la plus grande partie de ces fonds, qui se sont soustraits à l'investissement productif en France et qui donc n'y créeront pas d'emplois, passe par le canal des banques suisses.

A ceci *L'Humanité* ajoute « *les 60 milliards d'exportations légales de capitaux sous formes d'investissements directs et autres crédits distribués à l'étranger* ». Un peu plus loin, l'article continue ainsi : « *Le secteur nationalisé, industriel comme bancaire, est imbibé lui aussi de cette logique ruineuse qui fait que les holdings financiers suisses et néerlandais d'un groupe tel que Renault œuvrent à la dépossession de notre pays d'une partie des capitaux dont il a un urgent besoin* ».

Pour lutter contre cette fuite de capitaux qui fait frémir le journal du Parti Communiste, il faudrait donc s'attaquer aux industriels, aux entreprises privées ou nationalisées, il faudrait que les mouvements de capitaux soient rendus publics et contrôlés par des employés de banque.

C'est techniquement possible, car tous ces flux et reflux monétaires passent forcément par les employés qui réalisent les formalités administratives. Il faudrait donc s'appuyer sur le personnel des banques et lui demander de s'opposer aux mouvements de capitaux injustifiés, il faudrait forcer les patrons à ouvrir leurs livres de comptes, pour que leurs salariés puissent vérifier le bien-fondé des mouvements de fonds.

Au lieu de cela, *L'Humanité* se contente de réclamer « *le recours à des taxations dissuasives* » et le renforcement « *des contrôles douaniers* ». Il n'y a vraiment pas là de quoi faire peur aux gros possesseurs de capitaux ! Les seuls qui se feraient « pincer » la main dans le sac, ce seraient quelques petits artisans de la combine, qui en sont encore à transporter leur fortune dans des valises. Les requins de la haute finance, par contre, ne seraient guère gênés, car ils sont passés maîtres dans l'art de faire circuler leur fortune en la dissimulant avec des arguties bancaires.

Même si les mesures prônées par *L'Humanité* étaient adoptées, les capitaux auraient encore de beaux profits à réaliser en perspective !

Joëlle GERARD

Je prends tout... mais je vous laisse le reste

« *Pour la solidarité dans l'effort, je voudrais rappeler que deux foyers sur trois sont dispensés de souscrire à l'emprunt obligatoire et qu'un foyer au moins sur trois ne paiera pas la contribution de 1 %, étant entendu qu'il sera tenu compte pour cette dernière opération de la situation des intéressés* ».

C'est ainsi que les mesures d'exonération au plan de rigueur de Mauroy ont été présentées au nom du gouvernement par Jacques Delors, ministre de l'Economie, qui ajoutait qu'il fallait « *ramener les choses à leur juste proportion et se garder de dramatiser* ».

Parlons-en donc des « justes proportions » de Delors. Deux foyers sur trois dispensés de l'emprunt ? Est-ce à dire que seuls les plus riches paieront ? Pas du tout, ou alors il faut se considérer comme riche quand on paye 5 000 F d'impôt !

Car il n'est pas question de relever la barre au-dessus de laquelle l'emprunt est obligatoire. Non, les seuls qui seront exemptés sont les contribuables qui ont subi une diminution exceptionnelle de leurs revenus (départ en retraite, perte d'emploi, handicap grave, etc).

En somme si vous êtes « riche » au point de payer 5 000 F d'impôts, vous n'y coupez pas. Votre seule chance c'est d'avoir été « plus riche que riche » l'année précédente.

Quant aux fameuses exonérations du 1 % d'impôt supplémentaire pour les familles modestes, le gouvernement n'a fait que confirmer qu'il sera tenu compte du nombre d'enfants à charge pour cet impôt supplémentaire, ce qui est bien logique puisqu'il en est tenu compte pour l'impôt ordinaire. Et d'autre part, que ceux qui devraient payer moins de 270 F d'impôts en seraient exemptés. Parbleu ! Ils sont déjà dispensés de payer leurs impôts. Ce n'est que la confirmation de ce que Delors avait laissé entendre, à savoir que seuls ceux qui paient des impôts auraient à payer cet impôt supplémentaire.

Au total en tout cas, ce ne sont que 5 millions de foyers fiscaux, sur les 21 millions, qui échappent aux nouvelles ponctions fiscales. Autant dire, malgré les chiffres ronflants annoncés par Delors, ce sont les 3/4 des contribuables qui seront touchés. L'écrasante majorité des travailleurs devra payer. Quant à la ristourne que le gouvernement fait mine d'avoir accordée, une fois ramenée ainsi à ses justes proportions, elle n'a rien du tout de dramatique pour lui.

Marie ANTONIN

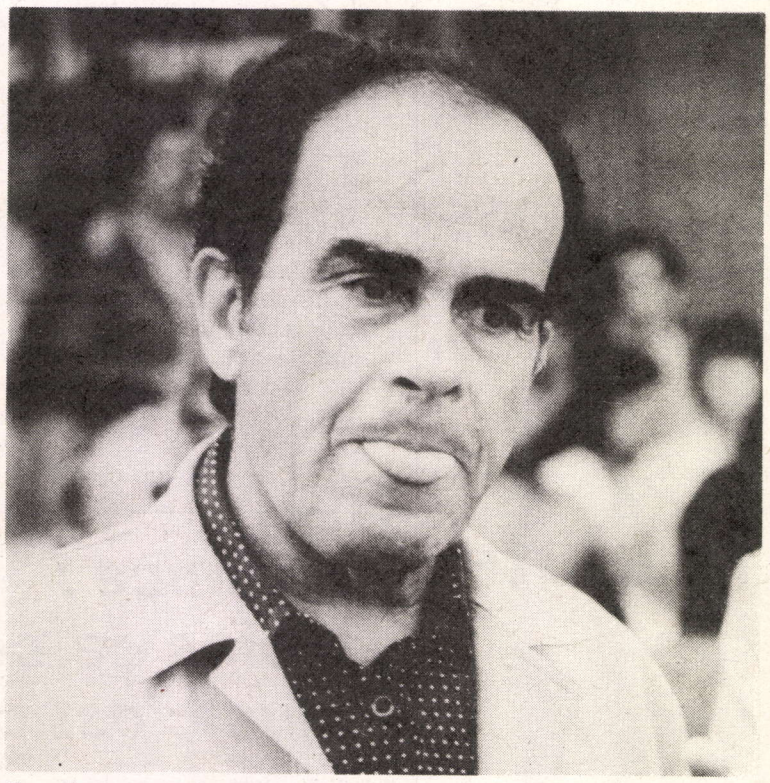
Marchais n'aime pas les couleuvres... mais il les avale !

Le PCF l'avait clamé haut et fort : il était opposé au projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances dans l'application de son plan d'austérité.

Vendredi dernier, de retour d'un voyage en Grèce, Marchais avait expliqué aux journalistes : « *Pour ce qui nous concerne, nous sommes opposés aux ordonnances. Nous nous y sommes toujours opposés quand la droite était au pouvoir. Et je ne vois pas, dans la situation actuelle, une raison majeure d'y avoir recours* ». Et le secrétaire général du PCF d'ajouter : « *Je n'avale pas facilement de couleuvres. Je ne suis pas disposé à en avaler du tout* ».

Toujours sur ce même registre de la détermination calculée, André Lajoinie lançait : « *Le groupe communiste a le droit d'amendement, a le droit de réflexion sur un projet de loi. Ce n'est pas un groupe de godillots* ».

On allait voir ce qu'on allait voir ! Le PCF était un parti indépendant, « autonome », et ne se laisserait par marcher sur les pieds. Il avait même mis au point cinq amendements, histoire de mettre un peu de beurre dans la soupe de l'austérité. Ces amendements portaient sur la majoration du taux de l'impôt sur les grandes fortunes, l'exonération de l'emprunt obligatoire de 10 % jusqu'à 7 500 F d'impôt (au lieu de 5 000 F), l'exonération de l'impôt supplémentaire de 1 % pour les foyers modestes, une meilleure imposition des revenus des obligations, la suppression des avantages accordés aux investissements réalisés à l'étranger. Tout cela n'allait pas bien loin, mais le PCF menaçait tout de même.



Il avale tout et s'en pourlèche même les babines.

André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, envisageait la « *possibilité de ne pas voter ce projet de loi si ses amendements ne sont pas pris en considération* ».

Pourtant, ce même groupe communiste a voté la loi sur les ordonnances, vendredi dernier, comme un seul homme. Entre temps Mauroy avait envoyé une missive au président du groupe communiste, non pour lui accorder de réelles concessions, puisqu'il ne faisait que préciser ce qu'il avait déjà déclaré le 6 avril dernier devant l'Assemblée, mais pour lui fournir un alibi. L'impôt supplémentaire de 1 % tiendra compte de la « *situation familliale des intéressés* », les redevables d'impôt inférieur à 270 F (c'est-à-dire tous ceux qui sont déjà exonérés d'impôt) seront exonérés de l'impôt supplémentaire. Par ailleurs, Mauroy s'engagerait solennellement à empêcher une progression du chômage.

Rien de neuf donc. L'essentiel de l'arsenal du plan d'austérité était maintenu : forfait hospitalier, augmentation des tarifs publics, emprunt obligatoire, impôt supplémentaire (mesures dont le PCF ne remettait pas en cause le principe) mais, même sur ses propres amendements, le PCF n'a rien obtenu, ou presque rien. Ce qui faisait dire à René Andrieu, dans *L'Humanité* de lundi : « *Sans doute le Premier ministre n'a pas retenu l'ensemble de nos propositions* ».

Cela n'a pas empêché le PCF d'avaler l'ensemble des couleuvres. Démontrant une fois de plus qu'à force d'avaler des couleuvres, on finit par ramper.

Stéphane HENIN

Les agences de voyage n'ont pas perdu au change

Les agences de voyage se sont fait entendre.

Après les hommes d'affaires qui ont eu droit, eux, à sortir de France 1 000 F par jour et par personne, les agences de voyage, maintenant, viennent elles aussi de voir atténuer pour elles les mesures de rigueur gouvernementales.

En effet, tout touriste qui passera par une agence de voyage ne se verra décompter, sur son carnet de change, que 1750 F par semaine en pension complète, et 1150 F par semaine en demi-pension, quel que soit le prix de son séjour à l'étranger. Voilà qui donne une véritable prime aux agences de voyage. Cela représente un assouplissement d'autant plus important que le voyage acheté est cher. Les agences de voyage, elles, sont assurées, du coup, de vendre tous leurs voyages. Car passer par elles sera pratiquement le seul moyen de faire un voyage à l'étranger avec les 2 000 F de sortie de devises autorisés. Le gouvernement leur demande en contrepartie de réduire de 25 % leurs transferts de devises à l'étranger. Soyons sûrs qu'elles trouveront diverses combines pour diminuer leurs sorties en devises sans rogner sur leurs profits. En vendant par exemple de préférence un seul voyage cher plutôt que plusieurs voyages moins chers, parce que cela permet de comprimer les frais en augmentant les profits. Et tant pis pour les vacanciers les moins fortunés !

Non, les agences de voyage n'ont pas perdu au change, pas plus que les hommes d'affaires et tous les bourgeois petits ou grands qui pourront payer. Ceux-là ont su se faire entendre !

Nelly MEYER

L'Etat fait une fleur à « Maison Phénix »

Savez-vous ce qu'est la « *transformation de l'emprunt obligatoire en acompte à la commande en action ?* » C'est une formule d'investissement trouvée par des experts de la Maison Phénix. Une de plus ! Sur le montant de l'impôt obligatoire de 10 % payable en juin prochain, vous pouvez déduire du total jusqu'à 5000 F... à la seule condition que vous achetiez une Maison Phénix. La pierre, il n'y a que cela de solide, paraît-il, à l'heure où les monnaies chancellent.

Le ministère de l'Economie et des Finances a donné son accord des deux mains : un décret du 31 mars est paru, cinq jours à peine après le plan d'austérité !

Evidemment 5 000 F, alors que la moins coûteuse des maisons vaut 179.000 F, ce n'est pas énorme. Mais, comme le précise si judicieusement Phénix au téléphone : « *C'est toujours ça de gagné* ». Comme le souligne Phénix, l'argent est placé plus avantageusement que s'il était confié à l'Etat, qui lui le rembourse certes dans les trois ans, mais avec un intérêt minimum qui ne compensera peut-être même pas l'inflation.

La Maison Phénix allèche ainsi une nouvelle clientèle en mal de maison : à vrai dire, financièrement, seul l'Etat est perdant. Mais en affaires, on ne peut pas contenter tout le monde.

Certains se sont lamentés à l'annonce du plan d'austérité. D'autres, réalistes, se sont demandé comment ils pourraient faire de l'argent avec les nouvelles mesures gouvernementales. Et en cherchant, ils ont trouvé l'inspiration, grâce au concours généreux de Delors. L'avenir sourit aux audacieux... mais surtout aux gens bien placés.

Guy FICHET

Austérité : quand Delors y revient à plaisir !

Les déclarations de Delors et Bérégovoy le 7 avril, devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale, ont pour un temps ranimé les commentaires indignés ou hostiles des travailleurs à l'égard du nouveau plan d'austérité.

En annonçant qu'il y aurait 100 000 chômeurs de plus à la fin de l'année, que la croissance du produit brut serait nulle et que la consommation des ménages baisserait de 0,5 à 1 % ; en précisant que le 1 % de prélèvement sur les revenus d'impôt supplémentaire serait reconduit les années suivantes et que son paiement commencerait en mai pour une fraction, en septembre pour le reste ; en annonçant que l'emprunt obligatoire de 10 % de l'impôt sur le revenu serait payable en juin, Delors et Bérégovoy retournaient le fer dans la plaie. Tout cela était déjà inclus dans ce qui avait été annoncé le 25 mars et n'avait pas à proprement parler un caractère de nouveauté, puisqu'on nous avait déjà promis l'augmentation du chômage, la baisse du niveau de vie et les paiements supplémentaires.

Faire payer les travailleurs ça le démange.

Mais en insistant de cette manière, en donnant pour acquis que la facture du nouveau plan allait être débitée avant peu et en brandissant aussi ostensiblement le montant, comme on le ferait d'un bilan de réussite, les représentants du gouvernement, et Delors en particulier, tenaient à montrer qu'ils parviendraient à faire payer les travailleurs. Ceux-ci ne s'y sont d'ailleurs pas trompés.

Après avoir tâté le terrain pendant les deux semaines qui ont suivi l'annonce du plan d'austérité, après avoir pu constater en particulier l'absence de véritables réactions syndicales, ils se sont risqués aux discours provocants contre les travailleurs. Pour plaire aux possédants, aux bourgeois, à tous ceux qui accusent le gouvernement de faiblesse. Et pour leur donner la preuve de sa fermeté contre les travailleurs. Mais gare au retour de bâton !

Louis GUILBERT

Débrayages et rassemblement au Mans

Jeudi 7 avril ont eu lieu au Mans et dans la Sarthe des débrayages et un rassemblement à l'appel de l'Union départementale CGT.

La presse et la télévision ont présenté ces débrayages comme la première manifestation des travailleurs contre la politique d'austérité. Et ils ont cherché à montrer ces actions comme étant significatives de la volonté de la CGT à s'opposer aux mesures gouvernementales. Qu'en a-t-il été vraiment ?

Au lendemain de l'annonce des mesures gouvernementales, des discussions dans les entreprises avaient révélé un mécontentement à la fois à l'égard du gouvernement et des partis de gauche, et à l'égard des syndicats qui laissaient faire sans réagir.

Devant ces réactions, et surtout celles d'une partie des militants CGT, l'Union départementale CGT a appelé à un rassemblement devant la préfecture. Et de nombreuses sections d'entreprise ont appelé à des débrayages.

Non pas que l'Union départementale ait une attitude différente et plus radicale que celle de Krasucki : depuis mai 1981 l'UD-CGT de la Sarthe ne s'était pas particulièrement fait remarquer par des actions et de toute façon, comme l'a rappelé le secrétaire de l'Union départementale au rassemblement, **« il ne fallait pas se tromper sur le sens de cette action, qui n'avait pas pour but le retour de la droite au pouvoir mais le maintien de la gauche dans le bon sens ».** Ajoutant que, si des mesures étaient nécessaires, **« elles doivent être justes et efficaces ».** Donc rien de bien contestataire par rapport à la position officielle de la CGT.

Ceci dit, les appels à débrayer pour soutenir les propositions de la CGT ont été nombreux. A Renault (9 000 ouvriers), CGT et CFDT ont appelé les équipes et la normale à débrayer deux heures. A l'hôpital, un débrayage pour toute l'après-midi. Dans la construction, un débrayage pour toute la journée. Aux Mutuelles, deux heures dans l'après-midi. Et dans de nombreuses autres entreprises de la Sarthe aussi, des appels à des débrayages.

Lorsque les travailleurs ont pris connaissance des appels à débrayer, cela a été l'étonnement. Finalement, le débrayage a été suivi par 2 000 travailleurs à Renault, et d'autres ont eu lieu aux MGF, à l'hôpital, à Glanzer, à Celmans, etc. Mais il n'y eut finalement que 400 travailleurs au rassemblement de la CGT devant la préfecture, ce qui est peu. Et ce n'était pas la démarche « constructive, offensive et responsable » de la CGT qui allait soulever l'enthousiasme. D'ailleurs, ce n'est que lorsque le secrétaire de l'UD-CGT dénonça le matraquage par les CRS des travailleurs de la SGF de Sainte-Jamme, en lutte contre les licenciements, précisant : **« Ce que nous n'acceptons pas d'un gouvernement de droite, nous ne l'accepterons pas de la gauche »**, qu'il a été applaudi.

Correspondant LO

Journées d'action à la carte pour sauver la face

Les premières actions syndicales contre le plan d'austérité sont annoncées. La plus proche, celle de la CGT métallurgie, appelle à une journée d'action pour le 21 avril, soit près de 4 semaines après l'annonce des mesures. Viendra ensuite la semaine d'action de la CFDT du 25 au 29 avril. Le 28 avril ce sera au tour de la CGT des PTT d'appeler à une journée d'action. Et ce sera, encore plus tard, une quinzaine d'action du 1er mai au 15 mai préparée par la CFTC. Du côté de FO, fidèle à elle-même, pas la moindre action à l'horizon.

Autant dire que, si les syndicats voulaient prouver qu'ils ne sont ni trop pressés d'engager la lutte, ni soucieux de s'opposer efficacement au 2e plan d'austérité, c'est fait.

Trois syndicats, la FEN, la CFDT et la CGT, ont peut-être réussi à se mettre d'accord pour défiler le 1er mai à Paris. Mais de là à organiser une lutte d'ensemble des travailleurs...

Plus que de passer à l'action, lors de la semaine qu'elle annonce, la CFDT veut se mettre à l'écoute des salariés, entreprise par entreprise. Quant au syndicat chrétien (la CFTC), pas de miracle : son secrétaire général met en garde le gouvernement et le patronat qu'il enjoint de **« prendre très au sérieux les avertissements qui leur sont lancés ». « Nous voulons éviter les réactions désordonnées mais, dans le climat actuel, tout est possible »** ajoute-t-il.

Côté CGT, le ton est-il plus à la fermeté ? C'est du congrès de la métallurgie CGT qu'André Sainjon, secrétaire général, a annoncé la journée d'action du 21. S'il a demandé de refuser l'austérité de droite, et aussi **« toute forme d'austérité de gauche »**, il s'est efforcé de ne pas désigner le gouvernement pour cible, en circonscrivant aux seuls patrons « l'avertissement » que la CGT dit vouloir infliger.

Dans ce cadre ainsi tracé, la CGT espère bien sauver la face d'organisation de défense des travailleurs, en faisant mine d'organiser la lutte pour le « maintien du pouvoir d'achat ». Et cela sans risquer de provoquer des mouvements d'une ampleur telle qu'ils puissent la conduire à se fâcher avec le gouvernement.

Autant dire que les travailleurs qui se saisiront malgré tout des mots d'ordre des syndicats pour faire entendre leur mécontentement et montrer leur volonté de lutte ne devront compter que sur leur détermination et leur dynamisme propres, mais surtout pas sur leur fédération ou leur confédération.

L.G.

Essence : Moins ça coûte, plus c'est cher

Une nouvelle taxe sur les produits pétroliers a donc été instaurée par le gouvernement depuis le 13 avril dernier.

S'il est prévu qu'elle puisse atteindre jusqu'à 30 centimes par litre sur les différents produits au cours des prochains mois, elle n'est pour l'instant « que » de 9 centimes sur le super, 10 centimes sur l'essence, 13 centimes pour le gaz-oil et le fuel domestique, afin de compenser tout juste la baisse du prix du pétrole.

Les prix à la consommation ne diminuent pas mais n'augmentent pas non plus, nous a-t-on dit. En somme, le gouvernement s'est contenté de ne pas répercuter les baisses et... surtout de se payer notre tête.

Car l'instauration de la nouvelle taxe n'empêche pas l'ancienne taxe, la taxe intérieure sur les produits pétroliers (la TIPP — attention, ne pas confondre !) de faire des bonds, inscrits d'avance dans le budget 1983.

Et c'est ainsi qu'en mai l'ancienne taxe augmente de 24 centimes sur le super, 23 centimes pour l'essence, 13 centimes pour le gaz-oil et 2 centimes pour le fuel domestique.

Le gouvernement avait donc prévu d'avance de faire de toute façon grimper les prix. Mais enfin, qui aurait le mauvais esprit de mettre dans le même sac la taxe destinée à empêcher les prix de baisser et la taxe destinée à les faire augmenter, sous prétexte que c'est dans les mêmes poches — les nôtres — qu'on les prend ?

D.C.

Deux indépendantistes bretons condamnés pour solidarité avec les insoumis

Deux indépendantistes bretons, J.P. Le Mat et J.F. Bideault ont été condamnés vendredi 8 avril à un mois de prison ferme. Ils sont inculpés de coups et blessures sur des agents de police.

Ces militants du SPV (Parti Républicain Breton) avaient été arrêtés à Rennes le 29 mars dernier à la suite des incidents survenus à l'occasion du procès de deux insoumis. Ils s'étaient interposés devant le fourgon cellulaire qui ramenait les deux insoumis à la maison d'arrêt. C'est là que se sont produits les incidents avec la police. Les policiers affirment avoir été frappés par ces militants, alors que les treize témoins de la défense affirmaient, eux, que c'étaient les policiers qui avaient frappé.

Ces condamnations montrent la volonté des autorités de faire un exemple. Pas question de protester quand elles jugent des insoumis ; l'insoumission est toujours hors-la-loi. En cela, rien n'a changé par rapport au précédent gouvernement. Il est interdit de dénoncer l'armée, interdit de coller des affiches antimilitaristes (un jeune est en prison pour cela). Deux autres insoumis qui, fin novembre 1982, s'étaient enchaînés à M. Maurice Briand, député socialiste des Côtes-du-Nord, ont été arrêtés eux aussi.

C'est que le gouvernement socialiste défend avec autant d'acharnement que son prédécesseur ce pilier de l'ordre qu'est l'armée.

Laurence VINON

CHICAGO : élections et racisme

C'est donc le démocrate noir Harold Washington qui a été élu mardi 12 avril maire de Chicago. Dans cette ville qui, depuis 1931, a toujours envoyé un démocrate à la mairie et compte une proportion très élevée de Noirs (40 %, et 14 % d'hispaniques), cette élection d'un maire noir aurait pu paraître somme toute banale. Elle n'est pourtant survenue que de justesse et à l'issue d'une campagne électorale profondément marquée par le racisme. C'est même sur ce racisme que Bernard Epton, le candidat républicain blanc, a ouvertement tablé, adoptant pour slogan électoral « Epton, avant qu'il ne soit trop tard ».

A Chicago, seconde ville des Etats-Unis avec sept millions d'habitants, le clivage entre les différentes communautés, et en particulier entre les communautés noire et blanche, s'inscrit dans la configuration de la ville elle-même, découpée en véritables ghettos. Elle a aussi la réputation d'être la ville la plus raciste des Etats-Unis. Et à l'occasion de cette élection, le racisme et même la peur qui animent une fraction importante des Blancs face aux Noirs ont éclaté ouvertement.

Dans cette ville administrée depuis soixante ans par les Démocrates, donc particulièrement bien tenue en main par l'appareil blanc de ce parti, les Républicains n'ont jamais réussi à obtenir plus de 30 % des voix aux élections. Or, lors de ces dernières élections, qui ont vu une participation record des électeurs (plus de 85 %), le candidat démocrate Washingon a été élu avec seulement 51,5 % des suffrages contre 48,2 % au candidat républicain, pourcentage nettement plus élevé donc que l'habituel score des Républicains. C'est dire qu'une fraction importante des Blancs qui votaient traditionnellement démocrate a cette fois-ci voté républicain parce que le candidat démocrate était un Noir. La couleur de la peau des candidats est passée avant toute autre considération.

En présentant un candidat noir comme candidat à la mairie de Chicago, le Parti Démocrate savait, certes, qu'il prenait le risque de perdre des voix sinon de perdre cette mairie.

Si le Parti Démocrate qui n'était pas sans savoir à quels obstacles il se heurterait en présentant un candidat noir l'a tout de même fait, c'est qu'il tenait à faire une démonstration non seulement à Chicago mais devant l'ensemble de la communauté noire des Etats-Unis. Il tenait à démontrer que le Parti Démocrate était assez anti-raciste pour présenter un candidat noir à la mairie de la ville la plus raciste des Etats-Unis et le faire élire. Et c'est là une démonstration qui a son importance dans le cadre de la préparation des élections présidentielles (qui doivent se dérouler en novembre 1984), pour lesquelles le Parti Démocrate tient à se rallier les votes de l'importante communauté noire.

Aujourd'hui il peut être soulagé : l'opération a réussi — même si c'est de justesse, même si c'est en perdant des voix.

Désormais, Chicago, comme Detroit, Los Angeles, Washington, Atlanta, a donc un maire noir. Cela va permettre à quelques politiciens noirs de gagner des postes bien placés, de se caser dans la machine municipale qui ne compte pas moins de 40 000 personnes et de bénéficier des retombées liées à la gestion d'une grande ville comme Chicago. Mais c'est bien tout ce que cette élection changera. Car pour ce qui est du sort de la population noire de la ville, celle des ghettos, celle qui subit le chômage et la misère engendrée par la crise, cette élection d'un notable noir à la tête de la ville ne changera rien.

Lucienne PLAIN

Ils se croient tout permis

Plusieurs dizaines de jeunes qui avaient été embauchés à la rentrée viennent d'être renvoyés, à la fin de leurs contrats. Et la Régie ne se gênera pas pour remettre ça à la rentrée prochaine, y compris en reprenant les mêmes !

On nous parle de mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Mais Renault donne l'exemple de ce qu'il en est. Les patrons profitent du chômage pour embaucher et débaucher comme ils veulent.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Renault St-Jean de la Ruelle

« Par solidarité avec les Français », Danielle Mitterrand a renoncé à accompagner son époux à l'étranger. Pendant qu'il voyage... en Suisse, va-t-elle filer à l'anglaise ?

Loterie de consolation

A partir de l'an prochain, nous aurons une nouvelle loterie, la loterie accélérée. Plus besoin d'attendre désormais pour découvrir que vous avez acheté le mauvais billet, une fois de plus, puisque la réponse est sur le billet même ; comme ça vous ne perdez pas de temps, vous pouvez rejouer tout de suite.

C'est le grand argentier Delors qui a concocté ce nouveau jeu. Sans doute pour qu'on ne lui tienne pas trop rigueur de ses mesures d'austérité. Considérant qu'avec le tiercé, le quarté, la loterie nationale, le loto, les Français ne se sont pas assez enrichis, il leur donne donc une chance de plus... de se faire plumer.

Delors lui, a trouvé le bon truc, il est gagnant à tous les coups.

ARLETTE LAGUILLER

passera

au TRIBUNAL DES FLAGRANTS DÉLIRES

le mercredi 20 avril

de 11 heures à 12 h 30

sur France-Inter

Hausse sur le miracle

Le Figaro qui se pique pourtant de sérieux, n'a pas hésité à faire un article d'un quart de page dans son numéro du 9-10 avril intitulé **« Miracles en hausse ».**

Attention, le miracle du XX^e^ siècle, ce n'est plus du miracle d'antan, apparu au fin fond d'une campagne et vérifié par les curés locaux à moitié illétrés. Les miracles, aujourd'hui, on les vérifie « scientifiquement » (sic), témoignages et commissions médicales à l'appui.

Il ne faut pas moins de 200 pages de rapports en moyenne pour retrouver la marque incontestable de dieu dans une guérison car **« chaque fois la même enquête se poursuit patiemment et avec le même sérieux ».**

Et dieu redouble visiblement d'activité : pas moins de vingt cas de « guérisons miraculeuses » ont été recensés en 1980. Et encore, il en est qu'on ne peut pas recenser puisqu'il est **« malheureusement très difficile de mener les mêmes enquêtes scientifiques dans les pays communistes où de très nombreux miracles sont signalés ».**

Le Figaro ne va malheureusement pas jusqu'à indiquer le bureau de réclamations où les quelques milliards de malades qui n'ont pas été guéris miraculeusement peuvent s'adresser.

P.N.

La Palestine malade du sionisme

La mystérieuse épidémie qui a frappé des dizaines puis des centaines de personnes, en Cisjordanie, n'a toujours pas trouvé d'explication officielle. Est-ce un « coup des Israéliens », de ces colons d'extrême-droite qui n'en seraient pas à leur première agression contre la population des territoires occupés ?

Malgré les dénégations des autorités israéliennes, et si odieux que cela puisse paraître, de telles accusations ne seraient pas sans fondement. Qu'il y ait eu tentative réelle d'empoisonnement ou pas, de la part des Israéliens, en tout cas la population de Cisjordanie a toutes les raisons de croire à la mauvaise foi des autorités israéliennes.

Le terrorisme contre les Arabes de Palestine a été de tout temps la politique des sionistes. Aujourd'hui, les plus extrémistes des colons n'hésitent pas à avouer leur intention *« d'inciter les Palestiniens à émigrer »*. L'exemple vient de haut : le vice-président du Parlement, Meïr Cohen, membre du parti de Begin, regrettait le 16 avril dernier que l'armée israélienne n'ait pas, lors de la guerre des Six Jours, chassé au-delà du Jourdain *« 200 000 à 300 000 Arabes »*. Il ne s'agit pas là d'une politique réservée à une minorité extrémiste, non, c'est celle de l'Etat d'Israël, depuis sa naissance.

Il y a tout juste 35 ans, l'Etat d'Israël naissait dans le sang et les massacres.

C'est en chassant les Palestiniens de leurs terres que les sionistes ont bâti Israël.

Créant ainsi une barrière entre Juifs et Arabes.

Les expropriations qui débutèrent dès la naissance de l'Etat d'Israël continuent encore aujourd'hui, soulevant la colère des Palestiniens.

DEIR YASSIN : LE TERRORISME JUIF A L'ŒUVRE

Dans la nuit du 9 au 10 avril 1948, plusieurs dizaines de membres d'un commando de l'Irgoun, un groupe sioniste terroriste dont le chef était un certain Menahem Begin, firent irruption dans le petit village palestinien de Deir Yassin. Voici ce que rapporte un témoin indirect, arrivé sur les lieux le lendemain, Jacques de Reynier, chargé de mission par le Comité international de la Croix-Rouge à Jérusalem depuis janvier 1948. L'officier « *me raconte l'histoire de ce village, peuplé exclusivement d'Arabes, au nombre d'environ 400, désarmés depuis toujours et vivant en bonne intelligence avec les Juifs qui les encerclent. Selon lui, l'Irgoun est arrivé il y a vingt-quatre heures et a donné ordre, par haut-parleur, à toute la population d'évacuer toutes les maisons et de se rendre. Délai d'exécution : un quart d'heure. Quelques-uns de ces malheureux se sont avancés et auraient été faits prisonniers puis relâchés peu après vers les lignes arabes. Le reste, n'ayant pas exécuté l'ordre, a subi le sort qu'il méritait* ».

254 morts : tous les habitants de Deir Yassin, à deux ou trois exceptions près, ont été massacrés cette nuit-là par les commandos de l'Irgoun. Ce massacre est devenu un symbole dans la conscience palestinienne. Et, de fait, même s'il est loin d'avoir été le seul massacre perpétré par les commandos sionistes, il symbolise effectivement ce que fut l'acte de naissance de l'Etat d'Israël et la manière dont il impose sa présence aux peuples arabes de la région.

Car ce type d'exaction n'était pas une « bavure ». Plusieurs années plus tard, le chef de l'opération, l'actuel Premier ministre Begin, se justifiait ainsi, avec un cynisme qui ne s'est certainement pas démenti depuis : « *Non seulement le massacre était justifié, mais il n'y aurait pas eu d'Etat d'Israël sans la victoire de Deir Yassin* ».

Le 15 mai 1948 en effet naissait l'Etat d'Israël, à la suite d'un vote de l'ONU mettant fin au mandat britannique sur la Palestine. L'ONU récemment créée commençait ainsi son activité en créant les conditions d'une guerre permanente dans cette région du monde.

Le plan de partage de l'ONU prévoyait, outre la création de l'Etat d'Israël sur une partie de l'ancienne Palestine, celle d'un Etat arabe sur le reste, Jérusalem étant proclamée zone internationale. L'Etat juif prévu devait occuper 57 % des terres et être habité par environ 500 000 Juifs et 500 000 Arabes.

LE SIONISME : UN PIÈGE QUI SE RETOURNE CONTRE LE PEUPLE JUIF

C'est cette cohabitation qui ne convenait pas aux dirigeants sionistes : « *Le moins il y aura d'Arabes dans les frontières du nouvel Etat juif, le mieux cela paraissait à Ben Gourion. Il n'a pas dit grand-chose à ce sujet, mais l'impression qui ressortait de ses interventions et de ses remarques était assez claire : une grande offensive contre les Arabes ne contrerait pas seulement leurs attaques, mais réduirait grandement le pourcentage de la population arabe dans le nouvel Etat* », explique Michel Bar Zohar dans son livre *Ben Gourion, le prophète armé,* qui ajoute : « *On peut l'accuser de racisme, mais alors on devra faire le procès de tout le mouvement sioniste* ».

Et, dans les quelques semaines qui précèdent la proclamation de l'Etat d'Israël, précédant elle-même la première guerre israélo-arabe, les groupes multiplient leurs exactions. La Haganah, véritable armée sioniste, engage treize campagnes militaires à partir du 1er avril 1948 pour occuper le maximum de terrain avant le départ des troupes britanniques prévu pour le 15 mai : villages dynamités entre Tel-Aviv et Jérusalem, avec expulsion de 10 000 à 15 000 Arabes ; prise de Tibériade avec expulsion d'environ 5 000 Arabes. Prise de Haïfa et départ de quelque 50 000 réfugiés arabes.

La propagande sioniste explique les départs massifs des habitants palestiniens par des appels qui leur auraient été adressés par les radios arabes des pays voisins. Dans son petit livre sur *Le Mouvement national palestinien* publié aux éditions Archives (auquel nous empruntons les chiffres précédents), Olivier Carré conteste ces allégations, citant une enquête réalisée par E.B. Childers et parue à Londres, ce dernier n'ayant trouvé aucune trace de tels appels radio dans les archives de la BBC, qui enregistrait toutes les radios du Moyen-Orient...

En fait, comme le député israélien Uri Avneri le reconnaît, « *l'évacuation des civils arabes était devenue un but de guerre du sionisme* ».

Et, effectivement, les groupes sionistes ont tout fait pour terroriser les populations palestiniennes et les contraindre à partir, s'en vantant même dans des tracts du genre : « *Tous ceux qui ne veulent pas de cette guerre doivent, pour avoir la vie sauve, s'enfuir avec femmes et enfants. Ce sera une guerre cruelle et sans aucune pitié !* » Dans de telles conditions, le massacre de Deir Yassin, immédiatement connu de tout le monde, ne pouvait qu'amplifier l'exode des populations palestiniennes.

Ce massacre et sa réplique palestinienne (245 Juifs massacrés à Kfar Etsion peu après) ont largement contribué à créer un fossé de sang entre les populations juive et arabe. Après ces massacres, les Juifs comme les Arabes ne pouvaient pas imaginer la coexistence et, en tout cas, les premiers ont accepté la politique sioniste comme leur seul rempart contre l'extermination par les Arabes...

Piège que les sionistes ont refermé sur la population juive et qui n'a fait que se renforcer au fil des guerres qui jalonnent l'existence d'Israël.

Jean-Jacques FRANQUIER

LA LUTTE DE CLASSE

N° 102 EST PARUE

AU SOMMAIRE :

- **Le troisième gouvernement Mauroy : moins de ministres et plus d'austérité.**
- **Les fluctuations du prix du pétrole : derrière l'OPEP, les grandes compagnies.**
- **L'impérialisme américain face aux rébellions d'Amérique centrale.**

MOYEN-ORIENT

Le mirage du « Plan Reagan »

Dimanche 10 avril, le roi Hussein de Jordanie a annoncé qu'il mettait fin aux discussions engagées avec l'OLP de Yasser Arafat. C'est le terme des seules négociations qui étaient en cours au Moyen-Orient, dans le cadre de la recherche d'une solution au problème palestinien. Et nombre d'hommes politiques et de journalistes ont déploré, à ce propos, que la « recherche de la paix » ait été ainsi compromise.

Mais, pour qu'elle soit compromise par cet échec des pourparlers entre l'OLP et la Jordanie, il faudrait d'abord qu'elle y ait été un tant soit peu en cause. Or cette négociation, engagée dans le cadre du « plan Reagan » mis en avant au mois de septembre 1982, ne pouvait guère aller au-delà de ce que proposait Reagan, c'est-à-dire justement pas grand-chose.

Des droits du peuple palestinien...

Dans son « plan », Reagan appelait certes l'Etat d'Israël à retirer ses troupes des territoires palestiniens de la Cisjordanie et de Gaza, qu'elles occupent depuis 1967. Il se prononçait même pour *« l'exercice des droits légitimes des Palestiniens »*. Mais il ne précisait pas comment il envisageait d'obliger les dirigeants israéliens à cette évacuation, alors que la politique de Begin est de préparer tout à fait officiellement l'annexion de ces territoires dans le cadre de la politique du « grand Israël ». Au contraire même, pour ne pas heurter les dirigeants israéliens, Reagan avait précisé qu'il était opposé à la formation d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Il proposait *« un gouvernement par eux-mêmes des Palestiniens de la rive gauche du Jourdain et de Gaza en association avec la Jordanie »*. Autrement dit, il proposait qu'une éventuelle négociation avec Israël sur l'avenir des territoires occupés ait lieu non pas entre Israël et l'OLP, mais entre Israël et le roi Hussein, charge à celui-ci de définir quels seraient ses rapports avec l'OLP dans le cadre d'une éventuelle fédération jordano-palestinienne. Une telle proposition revient évidemment à offrir aux dirigeants israéliens la garantie que la Cisjordanie et Gaza resteront sous le contrôle jordanien, c'est-à-dire sous le contrôle d'un allié privilégié des USA, et qu'ils n'auraient rien à craindre d'une évacuation de la Cisjordanie et de Gaza par les troupes israéliennes.

Bien sûr, le « plan Reagan » laisse aussi entrevoir quelle conception les dirigeants US se font de ce qu'ils nomment « les droits légitimes » des Palestiniens. Ils n'envisagent même pas de leur laisser le droit d'avoir leur propre Etat et de choisir leurs dirigeants et leur orientation politique. Ils ne veulent pas reconnaître l'OLP.

A la solidarité des intérêts israéliens...

Pourtant Yasser Arafat avait accepté d'engager des pourparlers avec la Jordanie, dans le cadre de ce plan Reagan. De sa part, et de la part de l'aile modérée des dirigeants palestiniens, il s'agissait sans doute de faire la démonstration de leur bonne volonté et du fait qu'ils étaient prêts à explorer toute possibilité de négociation, quelle qu'elle soit, au moment ou par contre les dirigeants israéliens refusent même l'idée de devoir évacuer leurs troupes des territoires conquis. Ils démontraient en même temps qu'ils étaient prêts à se plier aux conditions américaines, à condition d'être partie prenante dans une négociation et un éventuel règlement. Les dirigeants palestiniens cherchaient ainsi, sans doute, à voir si les déclarations de Reagan comportaient une volonté réelle d'utiliser l'influence des USA sur Israël pour amener ses dirigeants à modérer leur intransigeance.

Sept mois après l'annonce du « plan Reagan », il apparaît clairement que non. Les pourparlers entre Israël et le Liban, par exemple, le démontrent. Ces pourparlers s'enlisent et butent sur la volonté israélienne de conserver, sous prétexte de sa « sécurité », une présence militaire au Sud-Liban. Les dirigeants US n'ont montré aucune détermination à faire pression sur Israël, si l'on excepte quelques gestes sans portée. Reagan a par exemple demandé au gouvernement israélien de « geler » les implantations de colons israéliens en Cisjordanie. Mais Begin a démontré qu'il n'avait cure de ces recommandations, en annonçant au contraire tout un programme de colonisation de la Cisjordanie et de Gaza. Reagan a également décidé un embargo sur la livraison d'avions de combat F-16 à Israël, embargo tout à fait symbolique puisque la livraison de ces avions était prévue... pour 1985.

Dans ces conditions, les dirigeants palestiniens ont probablement mis des réticences à lier définitivement leur sort à celui de la Jordanie, alors que tout montrait que Reagan n'était pas prêt à tenir les quelques promesses de son « plan ». C'est ce qui a entraîné la rupture avec Hussein.

... Reagan a choisi d'abord Israël

Par-delà les péripéties diplomatiques, c'est donc toujours sur l'intransigeance des dirigeants israéliens que bute le problème du Moyen-Orient. Quant aux dirigeants US, ils sont bien sûr soucieux de maintenir leurs relations non seulement avec Israël, mais aussi avec leurs alliés arabes. C'est ce qui les amène à maintenir le mirage d'une « recherche de la paix » et des apparences de négociation. Mais ils sont bien conscients par ailleurs que c'est la supériorité militaire d'Israël, affirmée dans des guerres successives, qui fait d'eux aujourd'hui les maîtres du jeu incontestés du Moyen-Orient. C'est cette supériorité militaire qui a amené par exemple l'Egypte à mettre fin à ses velléités d'indépendance et à redevenir un allié privilégié de l'impérialisme américain, qui le lui a rendu en présidant à la paix israélo-égyptienne de Camp David. C'est cette supériorité militaire qui amène les dirigeants palestiniens eux-mêmes à être aujourd'hui prêts à s'en remettre à Reagan pour la solution du problème palestinien.

Alors, une fois de plus, il est clair que les dirigeants américains ne veulent pas causer le moindre déplaisir à des alliés aussi utiles que les Begin et Sharon, avec leur politique agressive et leurs guerres de conquête. Car les dirigeants américains ont ce qu'ils veulent : grâce aux guerres de Begin et Sharon, c'est au fond la « paix américaine » qui règne au Moyen-Orient, même si elle condamne certains peuples, comme le peuple palestinien, à vivre dans les camps de réfugiés, quand ce n'est pas dans les camps de concentration israéliens, et les autres à vivre sous des régimes de dictatures plus ou moins pro-impérialistes, de l'Egypte à l'Irak et de la Jordanie et du Liban à l'Arabie Saoudite.

André FRYS

APRÈS L'ASSASSINAT DE SARTAOUI :

Un coup de chapeau au mort, ça n'engage à rien

Assassiné dimanche 10 avril au congrès de l'Internationale Socialiste, Issam Sartaoui, conseiller de Yasser Arafat et représentant de l'OLP, serait tombé sous les balles de l'organisation d'Abou Nidal, dissident de l'OLP. Du moins si l'on en croit le communiqué qui l'a revendiqué. Abou Nidal était-il manipulé par le « Mossad », le service secret israélien ? Hypothèse toujours vraisemblable, mais que rien n'a démontrée jusque-là.

Ce sur quoi tout le monde semble s'entendre, tant la presse de gauche que celle de droite, tant les officiels des pays de l'Est que ceux de l'Ouest, c'est que Sartaoui était une « colombe », un partisan du dialogue et de la négociation avec Israël.

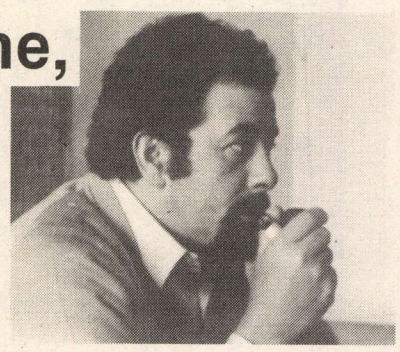
Jusqu'à Shimon Peres, le dirigeant du Parti Travailliste israélien, qui a déclaré : *« La balle qui a mis fin à ses jours était destinée à atteindre l'esprit de modération. (...) Si nous ne pouvions le suivre, nous étions conscients de son courage »*. Shimon Peres, deux jours auparavant, avait contesté la présence de Sartaoui en tant qu'observateur à l'Internationale Socialiste. Mais l'hommage aux morts, c'est bien connu, cela n'engage pas à grand-chose. D'autant plus que là, si « l'esprit de modération » est atteint avec la mort de Sartaoui, ne doutons pas que Shimon Peres n'en tire argument pour continuer à faire dans l'immodération sioniste, celle qui a toujours caractérisé son parti, en particulier lorsqu'il était au pouvoir.

Et on ne sait si l'éloge funèbre de celui qu'on présente aujourd'hui comme l'homme de la négociation, n'est pas destiné à enterrer un peu plus cette dernière.

Louis GUILBERT

Issam Sartaoui (AFP)

Nationalisme, quand tu nous tiens !



Ilan Halevy (AFP)

La nomination d'Ilan Halevy, un intellectuel juif, pour représenter l'OLP lors de la phase finale du congrès de l'Internationale Socialiste, n'a pas manqué de soulever nombre de réactions. Mais c'est au sein du mouvement de la gauche israélienne, du mouvement « La paix maintenant », que sont venues les réactions les plus surprenantes. *« C'est un gadget destiné à la presse, rien de plus »*, a déclaré Uri Avnery. Lui qui fut la première personnalité israélienne à interviewer Y. Arafat en avril 1982, redoute-t-il un concurrent en la personne d'Halévy ? Ou bien n'est-ce pas parce qu'il estime, comme cet autre militant de son mouvement, que *« les Israéliens qui veulent sincèrement la paix œuvrent au sein de leur peuple et ne jouent pas les faire-valoir »* ? Un raisonnement qui revient à dire : les Juifs en Israël, et les Arabes de l'autre côté de la frontière... Mais le seul problème, n'est-il pas alors de savoir où passe donc cette frontière entre les habitants de la Palestine juifs et ceux qui sont arabes ?

C.B.

Les pays pro de pétrole so dépendance

Cheikh Yamani, l'homme public de l'ARAMCO, consortium de sociétés américaines exploitant le pétrole saoudien.

En mars dernier, la conférence des ministres des treize pays de l'OPEP réunie à Londres se concluait sur une double décision : baisse du prix de référence du baril de pétrole de 34 à 29 dollars, d'une part ; plafonnement de la production pour l'ensemble de l'OPEP fixé à 17,5 millions de barils par jour, d'autre part.

Tout le temps qu'avait duré la conférence, des cris d'alarme avaient été lancés sur les risques que représenterait une baisse importante du prix du pétrole. Cette fois-ci, ce n'était plus la hausse comme en 1973 et en 1979 qui visait à étrangler les pays consommateurs, mais au contraire la baisse qui menaçait de mettre l'ensemble du système financier international en faillite. Bref, quel que soit le mouvement des prix, les pays de l'OPEP sont toujours dénoncés comme fauteurs de troubles.

Pourtant, loin que cette baisse mette en danger, plus qu'elle ne l'est déjà, l'économie mondiale, ce sont les pays producteurs, ceux de l'OPEP mais aussi d'autres comme le Mexique, qui supportent le poids des baisses de prix à la production, baisses qui signifient pour eux tous une chute de leurs recettes. C'est d'ailleurs pour tenter d'enrayer cette baisse que les pays de l'OPEP ont mis sur pied l'accord, certes précaire, de Londres.

En ce qui concerne la diminution de la production, l'OPEP voit sa part se réduire d'année en année. Entre 1979 et 1981, alors que la production de pétrole hors de l'OPEP augmentait d'un million de barils par jour, la production de l'OPEP chutait, elle, de 30,8 millions de barils par jour en 1979 à 22,5 millions en 1981. En 1982, l'écart s'est encore creusé : 4 % d'augmentation de la production de pétrole non OPEP, 22 % de diminution pour l'OPEP. Et bien sûr, ce sont les pays les plus pauvres, parmi ces pays sous-développés que sont les pays producteurs, qui sont les plus tou-

Qui sont les fauteurs de la hausse ?

Au début des années 1970, alors que l'économie occidentale était en période d'expansion économique, les pays industrialisés vivaient à l'heure de l'énergie bon marché. Le pétrole qu'ils acquirent à bas prix coulait à flots dans les rouages de leurs économies. De 1965 à 1973, tandis que les prix du fuel restaient stables, la production mondiale augmenta de 79 % !

Cette situation n'était pas le fruit d'une attitude philanthropique de la part des grandes compagnies pétrolières internationales qui contrôlaient quasi totalement la production des pays de l'OPEP. Elle était plutôt le résultat de leur stratégie visant à supplanter les autres sources d'énergie, et en particulier le charbon.

La création en 1960 de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'OPEP, pour tenter de s'opposer aux prix dérisoires et au pillage de leurs seules richesses, n'avait amené aucun véritable changement.

Mais au début de la décennie suivante, cette situation d'abondance du pétrole bon marché, qui semblait promettre de durer, prenait fin, quand les compagnies pétrolières s'orientèrent délibérément vers le renchérissement du pétrole. Assurant leur propre avenir, préférant vendre moins mais plus cher, elles décidèrent de pousser à la hausse des prix, ce qui leur permettait aussi de rentabiliser l'exploitation de nouveaux gisements à hauts coûts d'extraction (Alaska et mer du Nord) et les investissements qu'elles avaient réalisés dans d'autres sources d'énergie. Ainsi que le rapporte Terzian dans son livre *L'étonnante histoire de l'OPEP,* une étude commandée par le gouvernement américain, début 1971, au National Petroleum Council (où se retrouvent des hauts fonctionnaires et des représentants des compagnies pétrolières), estimait qu' « *il faut que les prix du pétrole brut doublent avant 1985, en dollars constants de 1970, si l'on veut encourager l'exploration pétrolière* ».

Désormais favorables à la hausse, les compagnies pétrolières permirent donc aux pays producteurs de faire valoir leurs revendications, les poussant même sur le devant de la scène. Le scénario est connu. Prétextant la guerre des Six Jours, la production du Moyen-Orient fut immédiatement réduite de 25 % et l'embargo décidé contre les pays qui soutenaient Israël (Pays-Bas, Afrique du Sud et Etats-Unis), tandis que l'OPEP conduite par l'Iran du chah et l'Arabie Saoudite exigeait la hausse des prix officiels.

Finalement, une hausse du prix du pétrole fut acceptée par les Etats-Unis et les compagnies pétrolières, bien sûr, qui étaient ainsi parvenues à en finir avec le pétrole bon marché. Et, tandis que les pays de l'OPEP étaient présentés comme fauteurs de hausse, les sociétés multinationales affichaient, elles, un peu plus tard, en 1974, une santé florissante : leur seule trésorerie était estimée à 270 milliards de dollars, soit trois fois plus que les revenus pétroliers des 13 pays membres de l'OPEP, qui comptaient 330 millions d'habitants.

En 1979, après six ans de stabilisation des prix à la production — mais nullement à la consommation — les compagnies poussèrent de nouveau à la hausse. Ce furent les événements d'Iran, le deuxième exportateur mondial de pétrole après l'Arabie Saoudite, avec 5 millions de barils par jours, qui allaient en être le prétexte. La chute brutale des exportations de l'Iran se traduisait dans les pays consommateurs par la création d'une fausse pénurie. Fausse pénurie en effet, puisque la baisse de production du brut iranien représenta 3 % seulement de la consommation mondiale de pétrole, soit 2 millions de barils par jour, alors que les stocks des compagnies pétrolières se montaient, eux, à 2,6 milliards de barils. Ce qui aurait permis de couvrir trois ans de la baisse de production iranienne ! Mais les compagnies préférèrent évidemment, à la faveur de cette soi-disant pénurie, spéculer sur le marché libre, faire monter les prix et, comme les Majors le désiraient, obtenir que les pays de l'OPEP légalisent la hausse en augmentant leurs prix affichés.

1973-1979 : une pénurie organisée par les trusts pour justifier les hausses.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DES PAYS DE L'OPEP

Date	millions de barils par jour
1977	31
1981	22,5
1982	18,5
1983	17,5

EVOLUTION DU PRIX DE RÉFÉRENCE DU PÉTROLE EN PROVENANCE DE L'ARABIE SAOUDITE

Date	dollar par baril
Janvier 1970	1,80
Janvier 1974	11,65
Janvier 1977	12,09
Janvier 1979	13,34
Juillet 1979	18
Novembre 1979	24
Février 1980	26
Juillet 1980	28
Novembre 1980	32
Octobre 1981	34
Mars 1983	29

Les vrais maîtres du marché

Le marché pétrolier, d'une importance considérable puisque le pétrole reste encore aujourd'hui la principale énergie dans le monde, est dominé par les grands trusts pétroliers. Les plus importants d'entre eux sont les cinq « Majors » américains (Exxon, Mobil, Gulf, Oil, Texaco, Chevron) auxquels il faut ajouter BP (British Petroleum) et Shell, formant à eux tous les « Sept sœurs ».

Certes, à la faveur de situations particulières — lorsque les revendications des Etats pétroliers ont, ne serait-ce que momentanément, correspondu aux visées et aux intérêts des compagnies — les pays producteurs ont réussi à tirer meilleur parti de leurs richesses. Mais aujourd'hui encore, ce sont les compagnies pétrolières internationales qui continuent à imposer leur loi sur le marché du pétrole.

En 1970, les Majors assuraient par leurs propres moyens et pour leur propre compte environ 70 % de la production pétrolière du Moyen-Orient. Actuellement, du fait des diverses nationalisations survenues dans la décennie 1970, le volume du pétrole brut auquel elles ont accès en propre dans les pays du Golfe ne se monte plus qu'à 32 % de la population totale. Mais dans le même temps, la production européenne de ces compagnies a été multipliée par dix, la production canadienne (contrôlée très largement par les compagnies américaines) par deux, et leur part dans la production intérieure des Etats-Unis est passée de 14 à 20 %.

L'avantage que représente pour les Majors un accès en propre à la production est loin d'être négligeable, puisqu'il leur permet de s'approprier une partie de la rente pétrolière, c'est-à-dire la différence entre le prix affiché sur la base duquel se font les transactions (il est aujourd'hui de 29 dollars) et le coût d'extraction de leurs propres puits, qui oscille entre 5 et 15 dollars par baril selon les gisements. Et depuis qu'en 1981 les Majors ont obtenu du gouvernement américain l'alignement complet des prix entre les pétroles produits aux Etats-Unis et ceux importés, le montant de la rente qu'empochent ainsi les compagnies s'est monté à 70 milliards de dollars en 1981.

Mais, quand bien même les Majors n'ont accès à la production que par sociétés nationales interposées (Aramco en Arabie Saoudite, Kuwait oil Company au Koweit, Qatar Petroleum au Qatar, etc.), ils n'en continuent pas moins à exercer un contrôle quasi absolu sur le transport, le raffinage, la distribution. Et cette situation de monopole entre producteurs et consommateurs leur permet de peser tant sur les prix auxquels ils achètent le brut que sur celui auxquels ils le revendent.

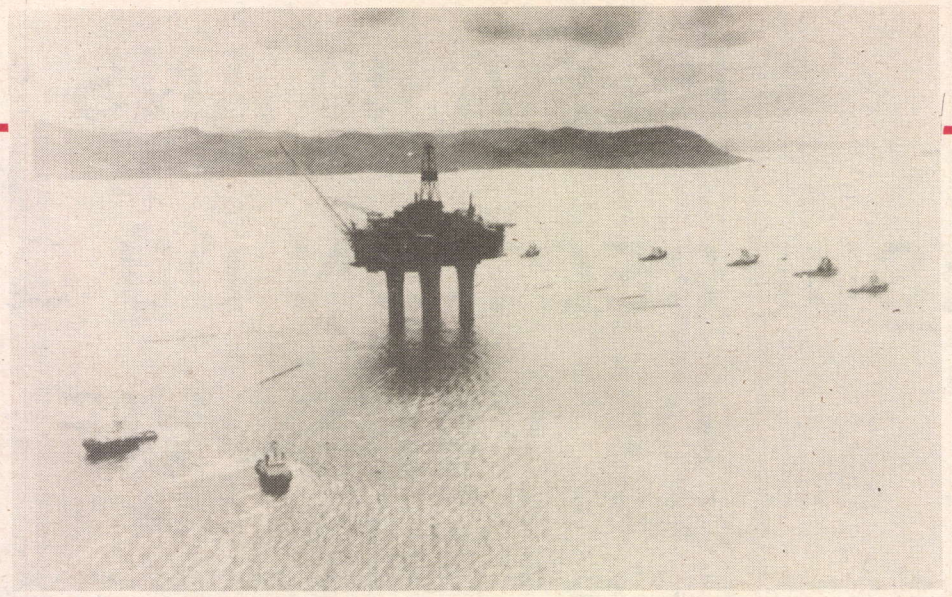
lucteurs
us la
les trusts

chés. Si l'Arabie Saoudite peut en effet supporter sans trop de dommage une amputation de 9 à 10 milliards de dollars sur ses revenus, grâce en particulier à ses 170 milliards de dollars d'actifs placés à l'étranger, s'il en va de même des Emirats Arabes Unis et du Koweit dont les revenus des investissements à l'étranger représentent aujourd'hui plus que la vente de leur pétrole, il en est tout autrement pour des pays comme le Mexique, l'Indonésie ou le Nigeria.

Par contre, du côté des pays consommateurs, la baisse de 5 dollars des prix du pétrole décidée à Londres devrait se traduire par des économies importantes : 6 milliards de dollars pour le Japon, 3 milliards de dollars pour l'Allemagne fédérale, 9 milliards de dollars pour les Etats-Unis ; une vingtaine de milliards de francs pour la France, etc. Quant aux compagnies pétrolières, même si elles aussi peuvent subir les effets de la crise, elles bénéficient ainsi de coûts d'approvisionnement en brut moins élevés et de toute façon possèdent bien des moyens de se retourner vers les consommateurs ou les producteurs, pour les contraindre comme aujourd'hui à baisser leurs prix.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les pays industriels, tout comme les compagnies pétrolières d'ailleurs, se soient déclarés satisfaits de l'issue de la conférence de Londres.

Les pays de l'OPEP, maîtres de l'avenir économique et financier du monde occidental ? Certainement pas. C'est même tout le contraire. Que le prix du pétrole monte ou baisse, ce sont les Etats impérialistes, et en particulier leur chef de file, les Etats-Unis, et les compagnies pétrolières américaines qui contrôlent et dominent un marché pétrolier au sein duquel les pays producteurs ne peuvent agir qu'en position subordonnée.



La misère de l'or noir

Les pays producteurs de pétrole, appartenant ou non à l'OPEP, sont des pays sous-développés, insérés dans un marché contrôlé par les Etats et les trusts des pays impérialistes. Cela est vrai y compris des plus riches d'entre eux, comme l'Arabie Saoudite.

Les recettes obtenues grâce à la vente de leur pétrole dans la période de prospérité antérieure n'ont, dans aucun de ces pays, été utilisées pour l'amélioration du niveau de vie des populations. Elles n'ont pas servi à l'augmentation et l'amélioration de la production agricole. Elles n'ont pas servi à bâtir des équipements sociaux susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations. Non. Ces recettes ont été dans leur majeure partie accaparées par les étroites couches privilégiées et dirigeantes des régimes de ces pays, qui ont finalement trouvé plus profitable de les placer dans les pays riches.

L'économie de ces pays était alors tenue par le marché mondial de deux façons : d'un côté, les recettes ne dépendaient plus que de la seule production de pétrole ; de l'autre, même le strict nécessaire à l'alimentation des populations devait être importé.

Tant que le marché mondial absorbait la production pétrolière, ce fragile équilibre pouvait plus ou moins se maintenir. Mais, que survienne une récession, et ces pays se trouvent au bord de la faillite, voire de la famine.

Le Nigeria

S'il est un pays qui illustre le caractère artificiel de la richesse des pays producteurs de pétrole, c'est bien le Nigeria, pays de 90 millions d'habitants. Ce « *géant tutélaire de l'Afrique noire* », ainsi qu'il est qualifié, est une puissance aux pieds d'argile qui a été entièrement modelée sous l'égide de la British Petroleum lorsque la vente de son pétrole de très bonne qualité — comparable à celui de la mer du Nord — semblait ouvrir un véritable âge d'or à son économie.

Tout a été sacrifié au pétrole, et en particulier l'agriculture. La part de celle-ci, qui était de 31 % du produit national brut en 1974, est tombée à 23 % en 1981. Le volume de la production agricole a chuté lui aussi de 14 % entre 1978 et 1981, et l'agriculture qui occupait 70 % de la population en 1960 n'en emploie plus aujourd'hui que 50 %. Non pas parce que les hommes ont été remplacés par des machines, mais parce que la population nigériane, comme celle des pays limitrophes aussi, a déserté les campagnes misérables, dans l'espoir de bénéficier en ville des retombées de l'industrie pétrolière.

Alors que les revenus du pétrole représentent 90 % des rentrées de devises du pays et 80 % des recettes de l'Etat, le rétrécissement du marché pétrolier a frappé de plein fouet l'économie nigériane. D'une production moyenne de 2 millions de barils par jour en 1980 (vendus à 40 dollars le baril), la production a chuté de 34 % en 1981 et depuis n'a cessé de baisser, pour atteindre en janvier 1983 à peine 800 000 barils par jour à 30 dollars le baril. Cela s'est traduit par un endettement considérable du pays, dont la dette totale s'élève aujourd'hui à 18 milliards de dollars.

Le mirage d'une richesse bâtie sur la vente du pétrole s'est brutalement dissipé et ce sont la population nigériane et les peuples de la région qui en payent aujourd'hui le prix. Déjà en avril 1982, de draconiennes mesures d'austérité avaient suivi la baisse des recettes, sans pour autant empêcher le pays de s'enfoncer dans la crise. Mais au début de cette année, ce sont deux millions de travailleurs immigrés qui étaient brutalement expulsés, sous prétexte de libérer des emplois et de résorber le chômage croissant.

Au Nigeria, l'expulsion de deux millions de travailleurs immigrés.

Le Mexique

Malgré ses richesses pétrolières, ce pays est aujourd'hui dans une situation économique catastrophique, illustrée par un taux de chômage de 30 % et une hausse des produits alimentaires de 27 % par an depuis 1977. Premier pays exportateur de pétrole n'appartenant pas à l'OPEP, il figure aussi parmi les pays les plus endettés du monde, avec une dette extérieure de 80 milliards de dollars.

Face aux difficultés rencontrées sur le marché pétrolier mondial, le Mexique — comme d'autres pays producteurs — a tenté de réagir à plusieurs reprises. En juin 1981, par exemple, pour contrecarrer la baisse du prix du brut, il avait annoncé une hausse de son pétrole. Ses clients, des compagnies françaises et américaines, ripostèrent par un boycott qui fit chuter les exportations mexicaines de moitié et entraîna une crise qui devait conduire à la dévaluation de 50 % du peso. Le Mexique fut alors contraint de reculer et de réviser ses prix en baisse.

Aujourd'hui, les nouveaux prix pétroliers en vigueur ne peuvent qu'aggraver son déséquilibre économique et peser encore plus sur les conditions de vie de la population laborieuse. Pour ce pays déjà lourdement endetté, un dollar de moins sur le prix de vente de son pétrole coûtera entre 550 et 620 millions de dollars par an, selon que ses exportations s'établiront entre 1,5 et 1,7 millions de barils par jour.

L'Indonésie

Alors que le prix du pétrole indonésien était encore de 34 dollars le baril, la chute des revenus pétroliers du pays avait atteint 1,7 milliard de dollars, du fait de l'importante diminution de la production. Le taux de croissance de l'économie indonésienne, qui était de 7,8 % en 1981, est tombé quant à lui à 3 % fin 1982.

Dans cette situation, le gouvernement décidait en janvier 1983 un certain nombre de mesures d'austérité : la diminution des dépenses d'investissement, le blocage pour la seconde année consécutive des salaires des fonctionnaires, enfin et surtout la suppression des subventions accordées aux produits de première nécessité, et en particulier aux produits alimentaires, mesure qui touche de plein fouet plusieurs millions de personnes.

L'Indonésie, dont l'économie dépend étroitement du pétrole puisque celui-ci assure 70 % des ressources de l'Etat et représente 80 % de ses exportations, va ressentir durement la baisse du prix de vente de son pétrole. D'ores et déjà, et pour une production équivalente à celle d'aujourd'hui (900 000 barils par jour), la perte des rentrées financières pour chaque dollar de moins par baril est estimée à 325 millions de dollars.

Une dévaluation de près de 28 % de la monnaie indonésienne par rapport au dollar est annoncée, et la population devra sans doute encore subir de nouvelles mesures d'austérité.

IL Y A 40 ANS :

L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

Le 19 avril 1943, quand à l'aube les troupes allemandes commencèrent à bombarder le ghetto de Varsovie, elles se heurtèrent à une résistance que le haut commandement allemand n'avait pas prévue. Les Juifs de Varsovie, au nombre de 350 000 environ après l'entrée des troupes allemandes dans Varsovie en 1939, ne s'étaient pourtant pas préparés à de tels combats. Jusque-là en effet, dans l'espoir absurde et fou de s'en sortir malgré tout, de pouvoir passer au travers de la tourmente qui se préparait, la population juive avait accepté.

Après s'être laissé parquer dans l'ancien quartier juif de Varsovie, après avoir accepté les mesures « spéciales » prises à leur égard, la famine et les déportations, le 19 avril 1943 la poignée de Juifs survivants décida de résister les armes à la main au massacre.

Du 19 avril au 16 mai 1943, 50 000 personnes furent déportées ou tuées.

Pourtant, depuis 1940, date à laquelle les Juifs de Varsovie ont été enfermés dans le ghetto par les troupes allemandes, il était évident qu'au bout se préparait la ruine économique, politique et sociale des Juifs et leur liquidation physique. Le ghetto, coupé du reste de la ville, fut placé en quarantaine. Un rectangle de 2 km de long sur 600 m de large fut entouré de barbelés, puis à partir de septembre 1942 par un mur de 2,50 m de haut. Les non-Juifs durent quitter le ghetto et le gouvernement allemand proclama pour les Juifs l'interdiction de sortir, sous peine d'être abattu.

En mai 1941, 430 000 Juifs s'entassaient dans quelque 1 500 immeubles, quelquefois à 12 par pièce. Les conditions sanitaires y étaient horribles. Le typhus se répandait à une vitesse vertigineuse et les vaccins coûtaient une fortune. La famine commençait à sévir.

La Gestapo instaura un Conseil Juif, le « Judenrat », composé de chefs de la communauté juive, et lui donna la mission de conserver l'ordre à l'aide d'une police juive, de fournir aux Allemands des brigades de travail, et de lever des impôts.

Avec ce Conseil Juif, les Allemands ont réussi à donner l'impression que le ghetto allait durer des années et que, dans l'immédiat, les Juifs n'avaient rien à craindre pour leur vie.

Très rapidement, le Conseil Juif devint pour les plus riches la possibilité de s'en sortir mieux que les autres. Grâce à des pots-de-vin, ils obtenaient des rations supplémentaires, des dispenses de travail, ou obtenaient de la Gestapo des postes au Conseil. Et les riches, les souteneurs, les voleurs se retrouvaient dans la police juive pour faire régner l'ordre dans ce monde de morts-vivants, où la famine décimait les déshérités.

Pour lutter contre l'apathie, la démoralisation extrême, une presse clandestine, principalement sioniste, communiste et socialiste, se créa mais, à aucun moment, elle ne proposa l'insurrection. Et le 15 avril 1942, imprimeurs et distributeurs clandestins furent exécutés.

La fin du ghetto commence à l'été 1942. Himmler, trouvant que l'élimination des Juifs n'était pas assez rapide, décida le transfert dans les camps d'extermination, en particulier dans celui de Treblinka. Entre le 22 juillet et le 3 août 1942, 310 000 hommes, femmes et enfants furent envoyés dans les chambres à gaz.

Le 5 août 1942, l'ordre d'extermination arriva. Il ne restait à ce moment que 60 000 Juifs. Les 2 000 policiers juifs, qui s'étaient particulièrement distingués par leur zèle et leur cruauté à déporter les autres, sont déportés à leur tour.

C'est alors que les premiers signes de résistance armée sont apparus. Les mouvements juifs s'organisent militairement et décident de s'opposer, les armes à la main, aux Allemands. Après une accalmie durant l'hiver 1942-43, les déportations reprennent et, le 19 avril 1943, c'est l'assaut final. Après avoir cerné le dernier quadrilatère de 1 000 m sur 300 m, les troupes allemandes, les Waffen SS, avec leurs chars, l'artillerie, les lance-flammes et leurs équipes de dynamiteurs, envahissent le ghetto pour le dernier massacre.

Avec des pistolets, des mitraillettes et quelques grenades de fortune, les partisans de la résistance déclenchèrent l'insurrection.

Après 5 jours de combat, le général Stroop, ne put que constater l'inefficacité de ses troupes. Il fallut donner l'ordre de mettre le feu à chaque pâté de maisons pour parvenir à conquérir le quartier, pan de mur par pan de mur, cave par cave.

Au cours de la bataille, les troupes allemandes utilisèrent plus d'artillerie que pour le siège de Varsovie.

Les combattants juifs se réfugièrent dans les caves, les souterrains et les égouts. Et ce n'est que le 16 mai, après 4 semaines de combats, que le général Stroop put adresser son dernier rapport quotidien : « *L'ancien quartier juif de Varsovie n'existe plus. L'action de grande envergure entreprise a pris fin à 20 h 15, en faisant sauter la synagogue de Varsovie.* (...) *Nombre total des Juifs dont le sort est réglé : 56 065.* (...) *7 000 environ ont été tués dans l'ancien ghetto.* (...) *6 929 ont péri au cours de leur transfert à Trébinka.* (...) *En outre de 5 000 à 6 000 Juifs sont morts dans les explosions et les flammes* ».

A la mi-mai, le ghetto n'existait plus, mais pendant plusieurs semaines encore des combattants isolés continuèrent la lutte.

Pendant plusieurs années, les bourreaux nazis ont obtenu de la population juive de Varsovie qu'elle s'enferme elle-même, qu'elle s'impose à elle-même les sacrifices qu'ils lui demandaient. Il a fallu la déportation de 90 % des habitants du ghetto pour qu'enfin les derniers s'insurgent et qu'il fassent le choix de mourir debout, les armes à la main, pour se sentir, comme l'écrivirent des combattants survivants, enfin libérés de leur peur.

Bertrand GORDES

Vers les camps de la mort.

USA : DES EMPLOIS, PAS DU CINÉ !

« Reagan, bon à rien, retourne à Hollywood » : *c'est ainsi que 4 000 métallurgistes de Pittsburgh y ont accueilli le 6 avril le président américain.*

Il faut dire qu'à Pittsburgh le chômage est passé en trois ans de 7 % de la population à 17 %, et Reagan y venait pour démentir que les chômeurs puissent bénéficier d'une aide médicale gratuite. Et la situation est semblable à Détroit et dans bien d'autres villes industrielles américaines. Selon des statistiques récentes, 31 800 000 Américains vivent maintenant au-dessous du niveau officiel de pauvreté (9 500 dollars pour une famille de 4 personnes), chiffre le plus élevé depuis 15 ans. Une enquête menée dans les hôpitaux de Boston relevait que les cas d'enfants atteints de malnutrition, due selon les médecins aux privations dans les familles démunies, est en augmentation... Les métallurgistes de Pittsburgh n'ont pas tort, le mythe de l'Amérique du progrès n'est effectivement plus digne que de Hollywood.

N.M.

LES AFFAMEURS DU FMI

Le Fonds Monétaire International, organisme financier qui fournit des crédits aux pays en difficultés de paiement et est entièrement dominé par les Etats-Unis, n'acceptera d'accorder un nouveau prêt au Venezuela que si celui-ci passe par ses conditions. Et quelles conditions ! Une dévaluation de 250 % de sa monnaie, la levée des mesures de contrôle des prix et l'ouverture sans restriction de ses frontières aux pays étrangers. Autant de mesures qui signifieraient pour la population de ce pays une amputation catastrophique de son niveau de vie déjà si bas. Ce sont d'ailleurs des conditions similaires que le FMI a imposées au Mexique, à l'Argentine et au Brésil, et qui, loin d'apporter une quelconque amélioration de la situation économique de ces pays, ont été directement responsables de la misère aggravée de leurs populations.

Pour l'instant, le gouvernement venezuelien a jugé « inacceptables » *les exigences du FMI. Mais pourra-t-il et voudra-t-il maintenir cette position ? Car si l'impérialisme américain, par FMI interposé, n'hésite pas à étrangler les peuples des pays pauvres pour préserver ses intérêts financiers, les gouvernants de ces pays d'Amérique latine ont montré leur détermination à imposer, sous prétexte de redresser l'économie, les pires conditions d'exploitation à leurs populations.*

L.P.

Manifestation pour l'indépendance canaque

A l'appel du Front Indépendantiste Canaque auquel s'était associé le Palika, un autre groupe indépendantiste, un millier de manifestants environ se sont rassemblés le samedi 9 avril à Nouméa « pour donner un avertissement au gouvernement français » **et réaffirmer leur volonté d'obtenir l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie en 1984 au plus tard.**

Parallèlement, le leader de l'Union Calédonienne, Jean-Marie Tjibaou, vice-président du Conseil du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, s'en est pris à la télévision à la politique des socialistes qui n'ont pas tenu leurs promesses : « Le Parti Socialiste prévoit dans son manifeste, publié avant les présidentielles, la décolonisation des peuples anciennement colonisés. Je compte demander aux autres Partis Socialistes d'interpeller le Parti Socialiste Français pour qu'il reste dans cette ligne de décolonisation et d'émancipation...

Nous constatons que l'on est pris en considération chaque fois que nous bougeons, que nous descendons dans la rue, mais qu'à partir du moment où nous sommes installés dans les institutions, tout le monde s'endort »...

Eh oui, le PS avait promis. Et les indépendantistes qui ont soutenu la candidature de Mitterrand parce qu'ils croyaient à ses promesses, et ceux qui ont collaboré avec ce même gouvernement comme Tjibaou, en appuyant les réformes mises en œuvre par ordonnances, déchantent aujourd'hui. Le gouvernement ne parle que de décentralisation, mais pas question d'indépendance. En fait, le gouvernement a reculé devant la levée de boucliers des partis de droite partisans de la Calédonie française.

Décidément, Mitterrand pas plus que le Parti Socialiste n'ont retenu les leçons de la guerre d'Algérie. C.B.

Manifestation indépendantiste canaque en septembre 1981.

Quand le gouvernement français finance l'Apartheid

L'Afrique du Sud ayant demandé un prêt de plus d'un milliard de dollars, l'Assemblée générale de l'ONU avait voté une résolution à la fin de l'année 1982 recommandant le rejet de ce prêt, à cause de la politique raciste du gouvernement de Pretoria.

Or en novembre 1982 le FMI, à la suite d'un vote, décidait d'accorder le financement réclamé par l'Afrique du Sud, et cela en passant outre aux décisions de l'Assemblée générale de l'ONU.

La décision a été prise par le conseil d'administration du FMI, qui comprend 22 représentants de pays du bloc occidental. A eux seuls, les pays les plus riches représentent plus de 50 % des droits de vote (ceux-ci sont proportionnels à leur apport financier au FMI : les USA par exemple ont 19,6 % des droits de vote, le Royaume-Uni 6,8, la France 4,5 %, etc.)

C'est par 51,92 % des droits de vote que le crédit a été accordé à l'Afrique du Sud.

La France a voté pour que ces crédits soient attribués. Il aurait suffi qu'elle s'abstienne pour que les crédits soient refusés. Mais le gouvernement français s'en est bien gardé.

Les déclarations officielles condamnent le régime d'Apartheid de l'Afrique du Sud. Mais c'est pour la galerie ! Quand il s'agit de choses sérieuses, ce gouvernement qui se dit socialiste n'hésite pas à accorder des crédits aux racistes de Pretoria. Il est vrai qu'il leur en faudra, pour payer les centrales nucléaires françaises.

G.L.

Essai manqué

Edwige Avice, ministre de la Jeunesse, des Sports et du Temps libre, s'est jetée dans la mêlée en signifiant par courrier aux fédérations sportives, surtout à celle du rugby, le « boycott de l'Afrique du Sud ». Cette mesure a été présentée par le PS comme courageuse. Sera-t-elle donc suivie par d'autres ministères, celui du Commerce extérieur par exemple ? Certainement pas. Des contacts sont toujours en cours pour l'éventuelle livraison à l'Afrique du Sud d'une deuxième centrale nucléaire « made in France ». Il n'est pas question d'un boycott commercial et les investissements français là-bas se portent bien. Depuis mai 1981, Renault a implanté sur place sa propre filiale pour le montage des R9.

Dans ces conditions, on mesure tout le dérisoire de ce prétendu boycott sportif. D'ailleurs ce boycott est tellement symbolique qu'il ne concerne même pas les sportifs professionnels, mais seulement les amateurs.

La mesure, sans doute destinée à satisfaire ceux qui dans le public de gauche s'élèvent contre l'Apartheid, est tellement bidon que *Le Monde,* pourtant chaud partisan du gouvernement, s'est senti obligé de poser timidement la question : **« Serait-ce de la poudre aux yeux ? »** Evidemment ! Et le nouveau XV de France gouvernemental montre une fois de plus, même sur des questions mineures, à quel point il se moque de ceux qui le soutiennent.

Il y a des « coups de pied à suivre » qui se perdent.

F.F.

Les criminels

Grèves des mineurs noirs des mines d'or du Transvaal en septembre 1982.

Après l'accident vendredi 8 avril dans une mine d'uranium, qui a provoqué la mort de 16 personnes, dont 13 mineurs noirs et trois ouvriers blancs, lors de l'explosion de gaz méthane, 509 mineurs ont refusé de redescendre dans les galeries. Ils ont été licenciés sans préavis le lundi suivant par le groupe Gencor, propriétaire de la mine, qui considère que **« 509 personnes qui ont voté "oui" se sont automatiquement, comme nous leur avons expliqué, débauchées ».**

Dans cette même mine, plusieurs centaines de mineurs avaient été renvoyés, après des grèves en juillet 1982, au cours desquelles 11 mineurs avaient été tués par les forces de répression.

La milice patronale a arrêté 5 « meneurs » du mouvement qui ont été remis à la police officielle pour « incitation à la violence ».

Cela s'est passé en Afrique du Sud, dans l'Etat libre (c'est son nom) d'Orange. Au pays de l'Apartheid, la bourgeoisie blanche, dans sa soif de profit, n'est pas regardante à la couleur de la peau. Noirs ou Blancs, les ouvriers sont de la chair à exploiter et lorsqu'ils se révoltent... à matraquer.

S.H.

PARODIES DE JUSTICES

La télévision et la radio se sont largement fait l'écho du procès du docteur Augoyard, médecin français, parti en Afghanistan pour soigner les maquisards et fait prisonnier. Il a reconnu devant la justice afghane avoir aidé **« les contre-révolutionnaires »** et a déclaré : **« J'ai totalement changé d'opinion sur les rapports entre la République Démocratique et les contre-révolutionnaires. Je demande la clémence du tribunal ».** A propos de l'Aide médicale internationale (AMI) dont il faisait partie, le docteur Augoyard a même accepté de reconnaître : **« Il est fort possible que les personnes y travaillant donnent des renseignements à l'étranger, et peut-être à la CIA ».**

Il était pénible de voir, à la télévision, ce médecin s'auto-accuser, se repentir de crimes qu'il n'avait bien sûr pas commis et dénoncer ceux qu'il était venu secourir.

La « justice » afghane qui met en scène de tels procès, qui force des hommes à s'humilier pour sauver leur tête, montre ainsi qu'elle est fort capable !

Tout aussi capable que n'importe quelle justice de nos bonnes démocraties européennes. Il n'y a pas si longtemps cette même presse, qui pousse des cris d'horreur sur la justice afghane, ne félicitait-elle pas hautement la justice italienne qui avait réussi ce tour de force d'obtenir que des membres des Brigades Rouges non seulement se renient, mais dénoncent leurs copains.

En fait, question méthodes, la justice et la police se valent bien dans le monde entier.

J.G.

PROCÈS NON PUBLIC POUR EDMUND BALUKA

Lundi 11 avril, s'est ouvert à Varsovie le procès d'Edmund Baluka.

Edmund Baluka, qui avait mené la grève de décembre 1970 sur les chantiers de la Baltique, avait quitté la Pologne pendant huit ans et était retourné clandestinement dans son pays en avril 1981.

Aujourd'hui on l'accuse d'avoir tenté de mettre sur pied ***« des groupes clandestins pour lutter contre le pouvoir »,*** *de propager* ***« un programme politique visant à renverser le régime socialiste »*** *et de collaborer avec la radio américaine* Free Europe *ainsi qu'à l'hebdomadaire trotskyste* Informations Ouvrières, *en leur fournissant de* ***« fausses informations »,*** *et d'avoir calomnié les plus hautes autorités du régime. Il risque de cinq à quinze ans de prison.*

Ce procès, comme ceux des neuf militants de Solidarité jugés actuellement, n'est bien sûr pas public.

Le régime militaire polonais continue à pourchasser, emprisonner ceux qui protestent, tous ceux qui se sont fait connaître comme des militants. Les militaires ont instauré l'état de siège contre la classe ouvrière pour briser sa combativité. Ils ont tous les pouvoirs mais, s'ils tiennent tant à bâillonner leurs victimes, à empêcher que des idées contestant leur régime puissent s'exprimer publiquement lors des procès, c'est qu'ils ne sont pas sûrs de leur complète victoire, c'est reconnaître eux-mêmes qu'ils n'ont pas réussi à arracher tout espoir du cœur des travailleurs polonais.

M.A.

DANS LES ENTREPRISES

CRAT Massy

Grève contre la diminution des salaires

Au CRAT (Centre régional d'approvisionnement Télécom) de Massy, nous avons fait grève 24 heures, le 8 avril. A l'appel de la CGT, 31 employés sur 45 ont ainsi montré qu'ils n'acceptaient pas la suppression d'une partie de leurs indemnités, qui se serait soldée par un manque à gagner de 200 à 400 F par mois. Les indemnités que la direction voulait remettre en cause consistent en des heures supplémentaires que nous ne faisons plus mais qui nous sont payées depuis des années, ou des « heures de sortie » c'est-à-dire une sorte de prime de conduite versée aux chauffeurs.

C'est la deuxième fois que la direction tente de revenir à la charge. Il y a quatre mois déjà, la direction des Télécom de l'Ile-de-France, qui dépend du ministère des PTT, avait annoncé qu'elle ne nous les verserait pas sur la paye à venir. Mais, devant la lutte des agents du CRAT de Massy et d'Aubervilliers, elle avait repoussé son projet à trois mois.

Et les nouvelles propositions qu'elle a remises aux syndicats entraînaient une perte de salaire importante.

Pour nous, il n'est pas question d'accepter une perte de notre pouvoir d'achat. La grève a été un succès, alors même que nous étions moins nombreux à l'atelier, à cause des vacances de Pâques. De nouveau la direction a gelé son projet. Mais nous sommes sur nos gardes, car plusieurs d'entre nous se demandent si elle ne va pas profiter des vacances en juillet pour faire une nouvelle tentative.

USINOR Dunkerque

Des patrons de choc

Le 4 juin 1982, un accident à l'Aciérie II d'Usinor-Dunkerque faisait deux morts et trois blessés. Le seul syndicat mettant alors en cause la responsabilité de la direction d'Usinor était le SLT (Syndicat de lutte des travailleurs), syndicat non reconnu dans l'entreprise et formé à l'initiative de militants révolutionnaires.

Le 22 juin, la direction d'Usinor, entièrement responsable de cet accident, ne s'arrête pas là : elle entame une procédure de licenciement contre Franz Flatischler, témoin de l'accident et secrétaire du SLT. Après une première grève de la faim de cet ouvrier, le 13 juillet 1982 l'inspection du travail refuse le licenciement.

Mais ces patrons de combat d'Usinor s'acharnent et ils refusent cette décision, en maintenant le secrétaire du SLT « éloigné-payé ». Et le 28 décembre, passant outre la décision de l'inspection du travail, Usinor le licencie de nouveau.

Pour protester contre cette mesure de la direction, Franz Flatischler retournera 42 fois à l'usine avant que le tribunal de Douai ne le lui interdise.

Aujourd'hui, malgré le refus de licenciement de l'inspection du travail, Franz Flatischler est toujours licencié.

Mais, en entamant une grève de la faim depuis le 5 avril, cet ouvrier tente de rompre le mur du silence.

Correspondant LO

SCHMID Tours

La crise, ce n'est pas pour tout le monde

A Tours, l'usine Schmid qui fabrique des fûts métalliques, a des allures de vestige du XIXe siècle.

Depuis quelques années le patron a donc fait construire une autre usine, en Normandie, plus moderne et donc plus rentable. Et à Tours, on liquide : les cadences augmentent et le patron licencie : 110 départs viennent d'être acceptés par l'inspection du travail, et le même avenir est promis aux 180 personnes qui restent pour l'instant.

Il n'y a pourtant pas que des perdants dans cette histoire. Un concurrent de Schmid, Van-Leer, est sur l'affaire. De chez lui viennent le bras droit du patron à Paris et le nouveau directeur de Tours. Comme par hasard, ce dernier vient de s'acheter une maison proche de l'autre usine de Normandie... Sans doute sa place est-elle réservée là-bas pour plus tard.

Quant au patron de Schmid, le bruit court qu'il cèderait la partie la plus rentable de ses usines à ce concurrent, en échange d'une partie du capital Van Leer, c'est-à-dire d'une rente à vie lui permettant de beaux jours de vacances.

Le sort des travailleurs licenciés, jetés à la rue dans un département où il y a déjà près de 20 000 chômeurs, n'est pas tout à fait aussi enviable.

Non, la crise ce n'est pas dur pour tout le monde : quand les usines ferment, les travailleurs perdent leur travail, mais les capitalistes gardent leur capital.

Correspondant LO

SAUVAGNAT Aurillac

La faillite de tout un système

La télévision nous a montré récemment le cas de cette fabrique de parapluies d'Aurillac, Sauvagnat, qui a vu ses effectifs passer de 600 à 250 personnes en deux ans. Sauvagnat est à nouveau aux prises avec des difficultés graves, comme de nombreuses entreprises aujourd'hui au bord de la faillite. et le patron s'y livre, à l'égard des travailleurs, au chantage fréquent en pareilles circonstances : « *Ou vous acceptez de réduire vos salaires, ou je ferme l'usine* ». Et à Sauvagnat, c'est 17 % de réduction de la masse salariale que le patron a « proposés ».

Voilà la seule « solution » dont les patrons sont capables !

Quand leurs affaires vont mal, il faut que quelqu'un les renfloue, il faut que quelqu'un paie leurs pots cassés. et pour que leur usine reste rentable, pour qu'elle continue à leur rapporter des profits, ils n'hésitent pas et font les poches des travailleurs.

Bien sûr, certains travailleurs peuvent penser en pareil cas qu'il vaut peut-être mieux accepter, que ces sacrifices consentis aujourd'hui permettront peut-être que cela aille mieux demain. (Et à Sauvagnat les syndicats ont accepté de signer le protocole d'accord qui prévoit la réduction des salaires). Mais qui peut réellement croire à un tel pari ? Evidemment, quelques emplois vont peut-être être prolongés pendant quelque temps, quelques semaines, quelques mois encore. Mais combien de temps cela va-t-il durer ? Justement, c'est là toute la question.

En réalité, le problème ne peut pas se résoudre au niveau d'une seule entreprise. Car aujourd'hui, c'est la crise dans toute la société, et pas seulement dans une seule usine. Aujourd'hui, les détenteurs de capitaux ne veulent plus investir dans l'industrie. Cela ne rapporte plus assez pour eux. Ils préfèrent spéculer sur les monnaies, investir dans des « *produits financiers* », prêter à l'Etat à des taux confortables, etc.

Alors, dans ces circonstances, les marchés ne peuvent que se rétrécir, la demande refluer, les faillites se multiplier et le chômage augmenter. Le mécanisme a sa propre logique. Une logique absurde, que les capitalistes ne maîtrisent pas. Et il en sera ainsi tant que les patrons « organiseront » l'économie, tant que la société sera basée sur le régime de la libre concurrence et de la propriété privée.

Alors, pour les travailleurs, il y a une solution : qu'ils se donnent les moyens, eux, de décider dans quelles quantités et où il faut investir, qu'ils organisent eux-mêmes toute l'économie en la planifiant, en l'orientant vers la satisfaction des besoins de la population, et non plus en fonction des profits et de la « rentabilité ». Pour cela, il faut que les travailleurs organisent leur propre pouvoir et suppriment celui des patrons.

Il paraît plus facile, peut-être, de se battre usine par usine pour maintenir chacun son emploi. Mais s'il est un espoir qui paraît vain, c'est bien celui qui consiste à vouloir échapper à la crise du système capitaliste de cette façon-là. et la crise nous rappelle qu'il est grand temps pour la classe ouvrière de mettre à l'ordre du jour la lutte pour le socialisme et pour le pouvoir aux travailleurs.

Frédéric FERRIERES

ECHOS DES ENTREPRISES

• Il trône déjà

La réfection des toilettes et des douches va coûter 7 millions de centimes. Le directeur a pondu une note exprès pour nous le dire et n'a pas pu se retenir de nous donner quelques conseils : il faudra faire attention, veiller à laisser les lieux propres, à ne rien inscrire sur les murs et à ne pas jeter de gobelets dans les cuvettes...

A peine arrivé à la tête de l'usine, il se prend déjà pour un chef de cabinet !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *Saint-Gobain*
La Chapelle-Saint-Mesmin

• Des bleus cousus de fil blanc

A voir l'état des bleus omnibus de certains camarades, la SNCF nous prend pour des cheminots d'Emmaüs. Nos bleus sont parfois troués, déchirés de partout... Qu'à cela ne tienne ! On colle des rustines, on fait des raccords, on raccomode...

Au prix de la rustine, certains camarades porteront bientôt une fortune sur le dos.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *SNCF*
Ateliers de Quatre-Mares

• Une finasserie de plus

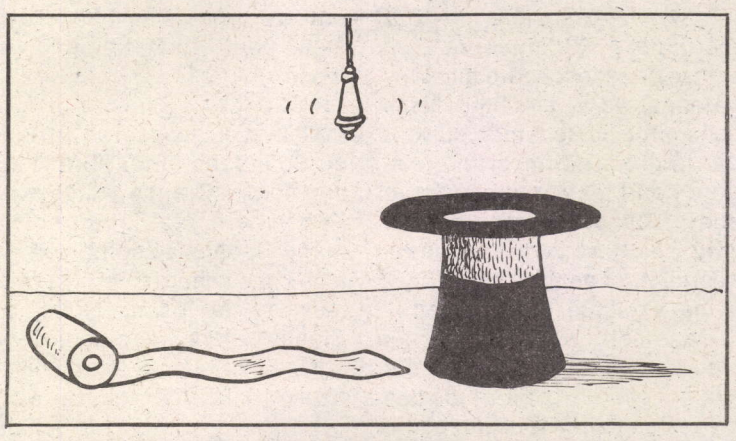
Au CCVP Carte Bleue, on n'avait jamais tant vu de demandes de cartes professionnelles que depuis qu'elles sont les seules cartes de crédit autorisées à l'étranger. Et ça nous fait une masse de courrier supplémentaire à traiter.

Evidemment, n'importe qui ne peut bénéficier d'une telle carte : il faut présenter, sinon patte blanche, du moins un numéro de compte de société.

De nombreuses entreprises font ainsi faire des cartes pour leurs représentants. Et « c'est urgent, vous comprenez : ces messieurs partent en voyage ».

Encore une fois, ceux qui ont le plus d'argent ont trouvé le moyen légal d'en profiter comme avant. Les vacances au Kremlin-Bicêtre, ce ne sera pas pour eux...

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *BNP Barbès (Paris)*



DANS LES ENTREPRISES

CITROËN Aulnay

Au nom de la production, la CGT fait reprendre le travail

On se souvient qu'il y a environ une dizaine de jours, une grève avait démarré à nouveau à Citroën Aulnay. Les journaux ont parlé à ce propos d'une offensive de la CGT contre le gouvernement, au moment de l'annonce du plan d'austérité. Il n'en était rien, bien sûr, comme on peut le constater dans ce que nous rapportent nos correspondants de Citroën.

La grève a été pratiquement totale à l'usine d'Aulnay le mercredi matin 6 avril. Jamais on n'avait vu autant de grévistes et une telle unanimité dans l'équipe du matin puis dans celle du soir.

C'est à la suite d'une altercation mardi soir entre Rachi, un des délégués CGT menacés de licenciement, et son chef, que le mouvement a démarré. Le chef lui refusait un poste fixe et d'autre part le ras-le-bol était grand à propos des salaires et des cadences. Aussi l'unanimité s'est faite le mercredi matin pour les revendications et tout le monde est sorti des chaînes.

L'entrevue avec la direction n'a rien donné, le représentant de la direction ayant déclaré : « Je ne veux rien savoir. Je constate juste que vous voulez arrêter la production quand on sort une nouvelle voiture ».

Ghazi, le représentant de la CGT d'Aulnay, tentait aussitôt de faire reprendre le travail « car la direction ne veut pas discuter ». **Et si la grève continuait au Ferrage et à la Peinture, il arrivait cependant à ses fins et faisait reprendre l'équipe du soir au Montage.**

Dès le jeudi matin, sur le parking, Ghazi tentait de faire reprendre le travail à l'équipe du matin qui avait démarré la grève, mais sans succès. A la suite d'une assemblée générale qui s'est tenue à 8 h du matin, Ghazi, rageur, après le refus des ouvriers de reprendre le travail, a disparu pour la journée.

Le vendredi matin les travailleurs d'Aulnay ont eu droit à un discours de Joël Biard, secrétaire de l'UD de Seine-Saint-Denis : « La grève, c'est la faute à Rachi. Les salaires, on a déjà eu 8 %, c'est-à-dire 400 F. C'est pas les 680 F, mais c'est un acquis. On ne peut pas tout avoir. »

Ghazi, lui, poussait à la reprise sur un registre à l'intention des immigrés : « Il y a de l'austérité en France. Si les immigrés cassent l'industrie automobile, qu'est-ce que les Français vont penser de nous ? »

Et Joël Biard de renchérir : « Il y a quatre délégués, toujours en sursis de licenciement, qui attendent la décision du ministre du Travail. Il ne faut pas faire de vagues, ni trop faire parler de nous, si l'on veut que sa réponse soit favorable. »

Les revendications sur les salaires ou les cadences, il n'en fut pas question du tout.

La reprise se fit progressivement pendant toute la matinée, Ghazi ayant dû passer avec ses lieutenants dans les différents ateliers pour pousser à aller au travail.

G.L.

CREUSOT-LOIRE Ermont (Loire)

Pour les intérimaires, des primes de déplacement... qui se déplacent

Il y a quelque temps, les intérimaires travaillant à l'usine Creusot-Loire Ermont, dans la Loire, se sont aperçus qu'ils ne touchaient plus la prime de déplacement de 51 F par jour travaillé qu'ils touchaient auparavant. S'étant retournés vers les entreprises d'intérim qui les avaient embauchés, ils se virent répondre que leurs nouveaux contrats ne faisaient que respecter la nouvelle loi de mars 1982 sur les intérimaires. Cette loi prévoit que les salaires des intérimaires doivent être identiques à ceux pratiqués dans l'entreprise, et qu'ils bénéficient des mêmes avantages que ceux octroyés aux travailleurs de l'entreprise.

En fait, cette équivalence de salaire n'est respectée ici qu'en privant les intérimaires de l'avantage constitué pour eux par cette prime de déplacement ! En effet un P2 de Creusot-Loire touche un salaire de 3 800 à 3 900 F net par mois (hors ancienneté), plus 74 F par mois de prime de transport pour les plus éloignés.

Un P2 intérimaire touche 3 900 F par mois en moyenne de salaire. Mais, dans cette somme, il faut compter sa part de 13e mois (qui est payé, pour un ouvrier Creusot-Loire, en plus de son salaire mensuel, en deux versements : juin et novembre) et 50 F de prime de déplacement. Hors de ces 3 900 F, l'intérimaire ne touche que 24 F par mois, encore au titre de prime de transport.

En fait les intérimaires sont perdants, et très nettement. Le hic de la loi, c'est qu'elle permet aux patrons des intérimaires de ne plus avoir à leur payer une prime de déplacement qui était relativement conséquente (51 F par jour).

A Ermont les intérimaires, se sentant grugés, ont eu comme qui dirait une baisse de tonus ! Celle-ci a quand même été constatée par les chefs Creusot-Loire, qui n'avaient alors qu'une menace à la bouche : casser leur contrat. Manque de chance, la loi, quand même, leur interdit cela s'ils n'ont pas prouvé que le compagnon a fait une faute grave. Aussi se sont-ils fait plutôt accueillir fraîchement. Un des intérimaires a eu cette réflexion bien sentie : **« Cassez mon contrat si vous voulez, mais me cassez pas les c... ! »**

Correspondant LO

SPECIA Saint-Genis-Laval (Rhône)

Nos conditions de travail s'aggravent

A l'usine SPECIA (fabrique de médicaments du groupe Rhône-Poulenc), nous sommes en plein déménagement. Une bonne partie de l'usine est déjà en fonctionnement à Saint-Genis-Laval.

A première vue, on se dit que les nouveaux locaux nous changent de la vétusté des anciens bâtiments de Saint-Fons. Mais il ne faut pas être à Saint-Genis depuis bien longtemps pour se rendre compte que nous sommes perdants au change.

Nos conditions de travail s'aggravent en effet. D'abord parce que SPECIA a fait partir en pré-retraite un bon nombre d'entre nous. Il y aura eu au total une centaine de départs, et seulement vingt embauches. Comme le travail est le même qu'avant, la charge de travail s'est donc accrue.

La direction veut d'ailleurs profiter du déménagement pour tenter d'imposer de nouvelles habitudes. On voit par exemple les pharmaciens, qui sont les chefs de service, surveiller de près leur montre pour faire la chasse aux « temps morts ».

D'ailleurs la direction nous fait un chantage pour la réduction d'horaire. Il n'est plus question des 37 heures dont elle parlait l'an dernier, mais même les 38 heures ne sont accordées qu'à condition que la « neutralité économique » soit maintenue, c'est-à-dire que, malgré la réduction d'horaire, les machines fonctionnent le même temps qu'avant.

Sur une chaîne des sirops, nous nous retrouvons à quatre au lieu de six pour faire fonctionner une machine dont la production de bouteilles a augmenté de 10 %.

Mais c'est aussi au nom de l'hygiène nécessaire à la fabrication des médicaments qu'on aggrave nos conditions de travail. Les ateliers sont maintenant bien séparés les uns des autres et chacun est même précédé d'un sas d'admission. Il faut se changer huit fois par jour. Au vestiaire, il faut enfiler une blouse d'extérieur ; puis, dans le sas, une blouse d'intérieur. Comme il est interdit d'aller à la cantine en blouse, il faut faire l'opération inverse à midi et... rebelote l'après-midi ! C'est donc toute une affaire de sortir de l'atelier, et nous ne pouvons plus, comme à Saint-Fons, nous voir d'un atelier à l'autre, à l'appareil à boissons par exemple. Même pas à la cantine, puisque nous allons déjeuner par atelier. La direction nous a même munis de blouses de couleurs différentes selon les ateliers, sans doute pour nous avoir mieux à l'œil.

SPECIA voudrait sans doute que nous perdions certaines de nos bonnes habitudes de Saint-Fons, où nous nous connaissions toutes et tous et où nous étions prompts à envahir les bureaux des directeurs quand nous voulions leur dire quelque chose.

Mais ce n'est pas encore fait, et les bonnes habitudes, nous sommes pour les garder. Dans son bureau flambant neuf, notre directeur a déjà eu droit à notre visite au sujet des douches.

Nous aurons certainement encore l'occasion d'aller visiter les nouveaux bâtiments administratifs...

Correspondant LO

Les empoisonneurs

La baie de Seine bat, paraît-il, tous les records. Lesquels ? Ceux de la pollution. Avec entre autres les déchets des usines de la région rouennaise comme l'APC, RPI, Ugine-Külhman... et de la Cofaz au Havre.

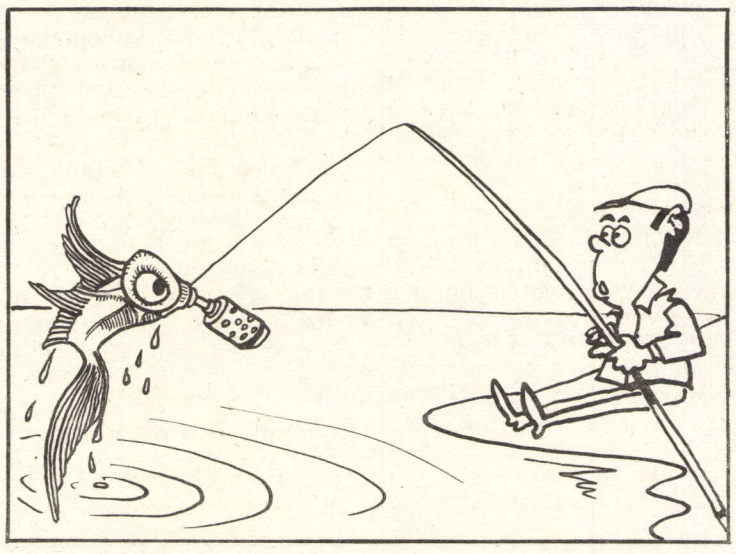
Des militants écologistes dénoncent la situation... Des pêcheurs protestent...

En effet les eaux de la baie de Seine — et les poissons — contiennent une foule d'éléments extrêmement toxiques : cadmium, chrome, etc.

Ça n'empêche pas l'APC, par exemple, d'aller déverser ces déchets en mer par barges entières.

La morale des capitalistes, c'est qu'on peut bien empoisonner le monde, pourvu que vivent les profits. Il vaudrait mieux qu'on les arrête à temps.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF Rouen-Sotteville



LIVRES

« J'avais 20 ans : Un jeune ouvrier au début du siècle » de René Michaud

Il s'agit d'une réédition d'un livre autobiographique paru il y a une quinzaine d'années.

Né dans une famille ouvrière du 13e arrondissement de Paris au début du siècle, René Michaud fait son apprentissage en pleine guerre de 1914-18. D'usine en usine, il apprend sur le tas un métier mais découvre également les relations avec les autres travailleurs, les frictions et les premières révoltes contre les contremaîtres et les patrons.

Michaud n'a pas l'intention de se laisser faire. Guerre ou pas, pas question d'accepter des salaires de misère et des conditions de travail à l'avenant. Sa révolte le conduit aux Jeunesses Anarchistes. Mais plus qu'une organisation militante, il trouve là un milieu composé de révoltés formant une bande de turbulents copains.

Après-guerre, en âge d'aller au service militaire, Michaud se déclare insoumis et vit dans l'illégalité avant de régulariser sa situation en obtenant d'être réformé. C'est sur cet épisode que se termine son livre de souvenirs.

Au fil de ces pages, on saisit les limites de l'engagement d'un certain type de militant anarchiste qui se sent finalement bien peu concerné par les événements de la vie politique de l'époque dès lors qu'il n'y est pas impliqué personnellement.

L'auteur a mis par la suite une croix sur sa jeunesse révoltée en rejoignant le Parti Socialiste de Léon Blum, ce parti qu'il a longtemps méprisé.

Ce livre porte cependant un témoignage intéressant sur un aspect de la condition ouvrière à Paris au début du siècle.

Jacques FONTENOY

Un jeune ouvrier au début du siècle de René Michaud, Ed. Syros, 69 francs.

« La vie quotidienne sous la République de Weimar »

de Lionel Richard

L'auteur n'a pas voulu expliquer ce qui a conduit la République de Weimar à laisser place au nazisme, mais seulement **« retracer l'atmosphère de cette époque ».** Les informations foisonnent : sur la guerre, la révolution de 1918, la misère due aux crises économiques des années 1920 et 1930, la brève prospérité entre ces deux époques, et sur la vie de la population au cours de toutes ces années, les salaires, l'emploi, les loisirs, etc.

Cette multitude d'informations ne manque pas d'intérêt car elle traduit de façon frappante les problèmes politiques et sociaux qui marquèrent l'Allemagne de cette époque.

Mais tout s'entremêle tant, on saute si allègrement d'une rubrique à l'autre, et dans la même rubrique, d'une époque à une autre, que l'on se retrouve saturé de faits mais privé de fil conducteur. Et si l'on cherche à se raccrocher à celui que nous tend parfois l'auteur, c'est bien inconsistant. Car sur ce qui a pu mener au nazisme, Lionel Richard énumère pêle-mêle les raisons réelles comme les préjugés les plus éculés, tels par exemple la démographie galopante de l'Allemagne ou encore les traditions autoritaristes inculquées dès l'école ! L'intérêt de ce livre en est du coup réduit.

Nelly MEYER

La vie quotidienne sous la République de Weimar **de Lionel Richard, Ed. Hachette, 278 pages, 75 francs.**

TELE Sélection

Samedi 16 avril

13 h 35. A2. Colorado. Feuilleton d'après le livre de James Michener, qui retrace l'histoire des Etats-Unis (rediffusion).
17 h 50. A2. Carnets de l'aventure. Un voyage sur la banquise vers le pôle Nord.
21 h 25. TF1. Droit de réponse : Les oursins sont chauves : le problème de la pollution des eaux. Parmi les invités, le navigateur Alain Bombard, mais aussi Huguette Bouchardeau dans son nouvel habit de ministre.

Dimanche 17 avril

17 h 10. A2. Arcole ou la terre promise. Un feuilleton qui dénonce la colonisation de l'Algérie au siècle dernier (rediffusion).
18 h. TF1. Les animaux du monde. Les écureuils et les loirs.
18 h 05. A2. Dimanche magazine, avec un reportage sur le Cambodge.
20 h 35. TF1. La piscine. Film avec Alain Delon et Romy Schneider. Mépris et jalousie entre ceux qui ont réussi et ceux qui ont moins réussi...
21 h 40. A2. Mon frère, Jean-François Champollion. Emission consacrée au célèbre décrypteur des hiéroglyphes égyptiens.
22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. Cycle Raymond Bernard : Les misérables, d'après le roman de Victor Hugo. Avec Harry Baur dans le rôle de Jean-Valjean.
22 h 35. A2. Désirs des arts. De Claude à César. Il s'agit du peintre Claude Gellée, dit Le Lorrain (1600-1682) et du sculpteur contemporain César.

Lundi 18 avril

20 h 35. TF1. Martin Roumagnac. Film avec Marlène Dietrich et Jean Gabin. Aventures et rivalités sentimentales dans une petite ville de province.
20 h 35. A2. Le grand échiquier. Avec le pianiste François-René Duchable et l'écrivain Patrick Ségal.
20 h 35. FR3. Moi, fleur bleue. Film avec Jean Yanne. Histoire d'amour d'un routier sympa.

Mardi 19 avril

20 h 35. TF1. Saga, un nouveau magazine scientifique. Avec notamment une étude sur l'« EMP », une impulsion électromagnétique créée lors des explosions nucléaires, et qui perturbe les réseaux électriques.
20 h 35. FR3. Hommage à Louis de Funès : L'avare, d'après la pièce de Molière. Ce n'est pas un de ses meilleurs films.
20 h 40. A2. Maigret voit rouge. Film policier avec Jean Gabin. Enquête sur un crime après que le corps de la victime eut disparu...
21 h 40. TF1. Café-théâtre. Pierre Dac au Tintamarre. Avec des sketches de Pierre Dac.

Mercredi 20 avril

20 h 35. A2. La veuve rouge. Deuxième partie du téléfilm avec Françoise Fabian. La vie privée des hommes d'Etat au début du siècle, à travers un assassinat qui se révèle être politique.

Jeudi 21 avril

20 h 35. TF1. Tenue de soirée de rigueur. Téléfilm avec Yves Rénier et Daniel Colas. Deux banlieusards qui rêvent de mener la grande vie décident de commettre un hold-up.
20 h 35. A2. L'histoire en question. Des complots pour De Gaulle. Les événements de 1958, présentés par Alain Decaux.
20 h 35. FR3. Ciné-Passion : Duel au soleil, western avec Jennifer Jones et Gregory Peck. Deux frères se battent pour une fille. L'un devient un hors-la-loi, l'autre se range aux côtés des constructeurs du chemin de fer. Un chef-d'œuvre du western.

Vendredi 22 avril

20 h 35. TF1. Guy Bedos. Une soirée avec Bedos, cela risque de ne pas être triste.
22 h 45. TF1. Les grandes expositions : Claude Gellée dit Le Lorrain (une exposition lui est actuellement consacrée au Grand Palais).
23 h. A2. Ciné-Club. Cycle Michel Simon : La vie d'un honnête homme. Un riche industriel profite de la mort de son frère jumeau pour changer de personnalité et mener la vie de bohême.

« Du bon usage de la vie et de la mort »

de Paul Milliez

Paul Milliez est un médecin célèbre qui s'est fait connaître pour son libéralisme : il fut ouvert au dialogue avec les étudiants de Mai 1968 et, catholique pratiquant, il défend le droit à l'avortement.

Malheureusement, ce n'est pas cette image libérale et généreuse de Paul Milliez que relate son dernier ouvrage. Il s'agit là d'une suite décousue de réflexions morales et philosophiques sur les hommes, la société, où dominent sa haine du marxisme et son opposition aux luttes sociales — qui conduisent toujours, d'après lui, à la dictature — le tout sur fond d'apologie de la patrie, du travail, et surtout de la religion. Sur ce dernier thème, il est intarrissable. Celui qui n'a jamais rencontré dieu, le trouvera à chaque coin de page de cet ouvrage ! On a droit à tous les vieux poncifs en matière de théologie, au parcours du combattant des martyrs modernes de la foi (les chrétiens du Liban...), bref, on nage dans le bénitier.

L'eau bénite est parfumée d'aphorismes bien pensants du style « *La véritable élite est le plus souvent méconnue de son vivant* », etc, etc. Cela donne de la pensée de ce grand médecin qu'est Paul Milliez une image peu flatteuse de moralisateur à la petite semaine, confit de surcroît dans la bigotterie !

Gaston DEVAU

Du bon usage de la vie et de la mort *de Paul Milliez. Ed. Fayard. 169 pages. 48 F.*

LIVRES

« Les champs de Yuréghir »

de Yilmaz Güney

Yilmaz Güney n'est autre que l'auteur du film *Yol* qui a été primé au festival de Cannes en 1982. Son livre qui vient d'être traduit en français a, en fait, été publié et primé en 1972, en Turquie.

***Les champs de Yuréghir* nous transporte dans les années 1950 sur les vastes terres de l'Anatolie, en Turquie, où, quand on est ouvrier agricole, on naît avec rien et on meurt sans avoir pu économiser de quoi s'acheter un matelas pour dormir.**

Un jeune garçon, Halil, après son service militaire, revient dans son village se mettre au service du propriétaire terrien. Il est jeune, il aime son travail, il respecte son agha (le propriétaire terrien). Il tombe amoureux d'une jeune paysanne, Eminé, qui rêve elle-même sinon de l'épouser car il n'a ni toit, ni matelas à lui offrir, du moins d'être enlevée un jour par lui. Et c'est leur histoire, ainsi que celle des paysans du village, que l'auteur nous raconte, une histoire où l'homme se retrouve complètement broyé. Il dépeint la vie de ces ouvriers, de ces paysans qui travaillent nuit et jour pour rien, ou plutôt si, pour leurs maîtres, les aghas, qui eux, en retour, les humilient, violent leurs fiancées et les tuent parfois en toute impunité lorsqu'ils se rebiffent. Et c'est aussi l'histoire de la lutte et de l'obstination de Kamber le paysan pour que Renzi, son fils, puisse acquérir une certaine éducation, en dépit des pressions des aghas qui viennent s'ajouter aux obstacles matériels de la pauvreté.

Mais l'auteur ne s'arrête pas uniquement à décrire et à dénoncer cette société paysanne féodale. Il nous fait vivre du côté des pauvres, avec leurs humiliations, leur solidarité, leurs espoirs, mais aussi avec leurs lois, leurs préjugés. Et Yilmaz Güney nous fait saisir comment tout cela s'imbrique. Il nous fait vivre la condition des femmes. Il nous fait ressentir la situation que réserve le village, tous les hommes et femmes, à une jeune fille qui est bannie de la société parce qu'elle a été violée par l'agha. Pour le village, elle a tout perdu, elle ne pourra plus se marier. Elle est considérée comme une putain. Et celui à qui elle s'était promise réagit à cette situation comme tous les autres. Il bat jusqu'à la mort ou presque cette fiancée qu'il aime toujours mais qu'il ne peut épouser. C'est sur elle que se portent toute sa colère et son amertume. Et ce n'est vraiment qu'à la fin du récit, lorsque la femme est meurtrie, fanée, vieillie, que le village s'achemine avec l'arrivée des tracteurs vers la décomposition, et que l'émigration ampute la population et secoue la vie traditionnelle, que nous voyons l'homme prendre conscience de toutes les chaînes qui l'emprisonnent.

***Les champs de Yuréghir* est un roman très simple et très évocateur. Il est aussi un plaidoyer bouleversant contre l'oppression quasi féodale dans les campagnes de Turquie, et en particulier contre la barbarie des hommes envers les femmes qui l'accompagne.**

Marielle LEMONNIER

Les champs de Yuréghir *de Yilmaz Güney. Ed. Lattès. 305 pages. 85 F.*

« Moi etcetera »

de Susan Sontag

Point commun des nouvelles qui constituent ce livre : la névrose. Névrose des parents qui consultent le psychanalyste pour la névrose de leur fils, névrose de Julia que son amie tente de sauver du suicide, spleen du bon-mari-bon-père-bon-cadre, phantasme de la jeune femme à la recherche de ses origines, dépression du membre d'une organisation plus ou moins secrète...

Le style même de l'auteur, heurté, flou, allusif, tend à renforcer le sentiment de malaise qui saisit le lecteur devant les épanchements de ces personnages de la petite bourgeoisie américaine. Et quand on émerge de la lecture de ce recueil... eh bien on n'est vraiment pas mécontent de voir quelqu'un sourire : tout le monde n'est pas aussi atteint que les personnages décrits par Susan Sontag !

Gaston DEVAU

Moi, etcetera ***de Susan Sontag. Ed. Seuil. Coll. Fiction et Cie. 284 pages. 75 F.***

« Mustafa Kémal »

de Paul Dumont

Retraçant l'histoire de la Turquie de la fin de la Première Guerre mondiale à la mort de Mustapha Kémal en 1938, ce petit livre présente un rapide mais intéressant panorama des événements qui conduisirent à l'instauration de la République, en octobre 1923, puis à la mise en place des nouvelles institutions.

Alors qu'en 1918, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie s'apprêtaient à se partager les dépouilles du vieil empire turc, un mouvement de résistance nationaliste s'organisa au sein même de l'appareil d'Etat, sous la direction d'une fraction de l'armée du Sultan ayant à sa tête le brillant général Kémal.

En rébellion ouverte avec le sultan prêt à céder à toutes les exigences des vainqueurs de la guerre, Mustapha Kémal reçut l'aide matérielle de la jeune Union Soviétique dans sa lutte contre les prétentions des puissances impérialistes. Cela lui valut un temps d'être qualifié de « *dangereux bolchévik* », mais lui permit de s'assurer des victoires spectaculaires contre les armées grecques et anglaises qui occupaient le territoire et d'imposer finalement que la Turquie ne disparaisse pas purement et simplement de la carte.

Dirigeant nationaliste bourgeois, il mena la lutte pour la reconnaissance du nouvel Etat turc indépendant dont il entreprit la mise en place. Le sultan était destitué tandis qu'un Parlement, entièrement soumis à Mustapha Kémal, était constitué. Parallèlement, il entreprit une politique férocement répressive vis-à-vis des minorités nationales (kurdes, arméniennes...) qui revendiquaient la reconnaissance de leurs propres aspirations nationalistes, vis-à-vis aussi de la population laborieuse turque. En particulier, si Kémal accepta, le temps de recevoir l'aide soviétique, la formation — étroitement contrôlée d'ailleurs — d'un Parti Communiste Turc, il devait rapidement l'interdire et réprimer violemment toute opposition à sa politique.

Proclamé président de la République en 1923, c'est en véritable dictateur qu'il entama alors une transformation à marche forcée des institutions, des mœurs et des coutumes de la vieille Turquie féodale, brisant les résistances de la population à coups d'exécutions. Et à sa mort, en 1938, derrière des institutions calquées sur le modèle des Etats bourgeois occidentaux, la Turquie héritait d'un régime politique dictatorial pesant de tout son poids sur une population laborieuse dont l'exploitation acharnée n'avait pas sorti le pays du sous-développement.

Cet ouvrage historique, présentant une chronologie des événements et s'appuyant sur de nombreux documents indiqués en notes, est un petit livre utile.

L.P.

Mustapha Kémal *de Paul Dumont. Ed. Complexe. 181 pages. 34 F.*

« Les chasseurs de la Préhistoire »

Se présentant comme un petit manuel, le livre de André Leroi-Gourhan sur les chasseurs de la préhistoire n'en constitue pas moins en quelque 150 pages une fresque qui nous permet d'imaginer la vie des chasseurs et tailleurs de pierre qui fut celle des hommes entre 3 millions et 8 000 ans avant notre ère.

Faisant le point sur la science préhistorique, chassant les préjugés et les idées pré-établies, s'appuyant sur les découvertes les plus anciennes et les plus récentes de la préhistoire, mais aussi sur les renseignements que nous offrent la géologie et la climatologie, l'étude des plantes et de la faune, l'auteur offre à l'imagination des hommes d'aujourd'hui les matériaux qui leur permettent de se représenter ce que furent les temps immémoriaux des hommes, et c'est passionnant.

Nos ancêtres dont il nous parle le plus, les Paléanthropiens — encore fort différents de nous par la forme du crâne, disparus avec les mammouths — ne sont sans doute que nos cousins. Mais leur civilisation n'en a pas moins permis d'ériger la nôtre. On voit dans cet ouvrage qu'à chaque période géologique, à chaque changement de climat et de faune, ont correspondu des êtres humains différents de nous-mêmes et différents entre eux. Et s'il nous manque des chaînons pour reconstituer l'histoire de l'homme à partir des squelettes retrouvés, il reste les œuvres de ces hommes, et ce sont elles qui nous permettent de déceler le lien qui les unit. On peut en effet retracer l'histoire des techniques humaines, de la création des outils, activité distinctive des hommes. Et c'est elle qui nous livre le fil conducteur de leur histoire.

« *L'outil,* écrit Leroi-Gourhan, *résume et prolonge la pensée de toutes les générations précédentes. Chaque génération hérite d'une base solide sur laquelle elle peut vivre sans y toucher, si elle manque d'imagination, mais que la moindre étincelle d'intelligence créatrice enrichira au passage en y ajoutant quelque chose de nouveau* ». Ainsi l'auteur met en évidence le lien qui unit les êtres humains par-delà des ressemblances peu flatteuses. « *Si la moindre coupure s'était jamais produite* — argumente-t-il encore — *dans la lente acquisition des techniques, tout aurait été à recommencer* ». Et il nous amène à rendre hommage aux milliards d'êtres qui sont morts en transmettant aux suivants le secret de la fabrication de leurs outils.

Patricia MULLAN

Les chasseurs de la préhistoire *de A. Leroi-Gourhan. Ed. Métailié. 150 pages. 48 F.*

FILMS

« La petite bande »

Michel Deville, le réalisateur, décrit une petite bande de gamins, évadés de la grisaille d'une banlieue anglaise. Ils traversent la Manche, sillonnent la Normandie à pied, en moto et en voiture. Ils narguent les gendarmes, ridiculisent les psychologues, échappent à des kidnappeurs et, avec beaucoup de sensibilité, assistent une vieille dame dans ses derniers instants. Ils sont drôles, sans-gêne, touchants.

Le spectateur a l'impression d'être plongé dans un rêve d'enfant, dans lequel se mêlent des épisodes vraisemblables et des aventures fantastiques. Et cette impression est encore renforcée par l'absence de tout dialogue. Mais il y a parfois un côté artificiel, fabriqué, qui empêche de se laisser totalement entraîner dans cet univers où la fraîcheur, la sensibilité et la débrouillardise de l'enfance se jouent du monde bête, méchant et raisonnable des adultes.

Gaston DEVAU

« Te souviens-tu de Dolly Bell ? »

Ce film se déroule dans la Yougoslavie des années 1960 : dans les journaux, les laudateurs du régime évoquent d'audacieuses hypothèses : bientôt, grâce aux progrès permis par le communisme, on pourra par exemple faire pivoter la terre sur son axe, assécher peut-être les mers, changer les climats, et la terre nourrira sans problème 146 milliards d'individus... Mais à Sarajevo dans ces années-là, on se loge encore dans des baraquements au toit percé, on dort à plusieurs par lits, quand on est d'une famille populaire. Le prétendu communisme yougoslave a surtout le visage de petits bureaucrates miteux, et la jeunesse est plus attirée vers le rock'n roll et les modes occidentales.

Dans la famille que décrit le réalisateur, seul le père voit encore l'avenir en rose, grâce à ses vieux souvenirs des idées communistes et à pas mal d'alcool. La mère, désabusée, ne songe qu'à affronter les difficultés quotidiennes. Quant à l'un de ses fils, il préfère encore, pour transformer l'humanité, l'hypnotisme et la méthode Coué, et pour rêver, le rock et les charmes de Dolly Bell...

Pas bien méchant envers le régime, un peu dans le style des comédies satiriques italiennes, ce film est une petite chronique grinçante de la Yougoslavie d'il y a 20 ans.

Nelly MEYER

ON NOUS COMMUNIQUE

Tous les soirs à 22 h 30 au Théâtre de Dix Heures, métro Anvers, avec Serge Boccara, une heure de satires et d'imitations : ***Et ma pub, c'est du poulet.*** *En une heure, 50 imitations de Pierre Bachelet, Roger Hanin, Giscard, Mitterrand, Marchais, Iglésias, Mourousi, Defferre, Lama et bien d'autres. Une heure de rire.*

Sélection cinéma dans les salles parisiennes

Films récents...

DARK CRYSTAL.
de Jim Henson et Frank Oz.

Des marionnettes étourdissantes dans un univers de rêve ou de cauchemar.

Movies Les Halles 1er (vo). Paramount Marivaux 2e. UGC Opéra 2e. Paramount Odéon 6e (vo). Paramount City Triomphe 8e (vo). Paramount Opéra 9e. Paramount Bastille 12e. Paramount Galaxie 13e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Orléans 14e. Paramount Montmartre 18e.

GANDHI.
de Richard Attenborough.

Un panégyrique de Gandhi et de la non-violence, mais aussi l'histoire des luttes du peuple indien pour conquérir dignité et indépendance.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Gaumont Richelieu 2e. Cluny Palace 5e (vo). Hautefeuille 6e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). Français 9e. Gaumont Sud 14e. Miramar 14e. Trois Parnassiens 14e (vo). Victor Hugo 16e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

LES SACRIFIÉS.
de Okacha Touita.

La lutte pour l'indépendance de l'Algérie et les affrontements entre nationalistes algériens, vue par des travailleurs algériens en France.

Forum Cinéma 1er. Olympic 14e.

TOOTSIE.
de Sydney Pollack
avec Dustin Hoffman

Un comédien se fait passer pour une femme. Un film plein d'humour qui égratigne la misogynie des comportements masculins ordinaires.

Gaumont-les-Halles 1er (vo). UGC Opéra 2e. Studio de la Harpe 5e (vo). Bretagne 6e. Odéon 6e (vo). Rotonde 6e (vo). UGC Biarritz 8e (vo). Colisée 8e (vo). Maxeville 9e. UGC Boulevard 9e. Nation 12e. UGC Gobelins 13e. 14 Juillet 15e (vo). Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Un primitif du Kalahari aux prises avec la civilisation. Plein d'humour.

Cité Beaubourg Les Halles 3e. Quintette 5e (vo). George V 8e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Maxeville 9e. Athéna 12e. Fauvette 13e. Mistral 14e. Montparnos 14e. Convention 15e. Images 18e. Tourelles 20e.

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Une travestie par nécessité sème le trouble chez un macho.

Capri 2e. Saint Michel 5e (vo). Elysées Lincoln 8e (vo). Montparnos 14e.

DE MAO A MOZART.
de Murray Lerner.

Le violoniste américain Isaac Stern en Chine, un amoureux de la musique qui sait nous la faire aimer.

Saint-Ambroise 11e (vo).

... et moins récents

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

Nos ancêtres du paléolithique découvrant le feu et bien d'autres choses.

Lucernaire 6e.

LE DERNIER MÉTRO.
de François Truffaut.

Une troupe de théâtre à Paris durant l'Occupation allemande.

7 Parnassiens 14e.

YOL.
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

Des prisonniers turcs en permission. Une image de la Turquie d'aujourd'hui.

14 Juillet Parnasse 6e (vo).

LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND.
de Tony Richardson.

Dans un centre d'éducation surveillée, Colin se rappelle son enfance dans un triste quartier industriel et prépare sa revanche sur la société.

Studio Logos 5e (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

Petits paysans et ouvriers agricoles pendant la grande dépression qui suivit la crise de 1929 aux USA.

Studio Contrescarpe 5e (vo).

« Pauline à la plage »

d'Eric Rohmer

Marion est une jeune femme belle et coquette. C'est bien normal, ne fait-elle pas carrière dans la mode à Paris ! En instance de divorce, elle part en vacances accompagnée de Pauline, sa cousine, jeune lycéenne de 18 ans. Dès le premier jour, à la plage, Marion retrouve Pierre, qu'elle a connu avant son mariage. Jeune homme romantique en mal d'affection, il passait jusque-là ses vacances en tête à tête avec une planche à voile. Son amour pour Marion renaît instantanément, mais hélas, survient alors le « tombeur » Henri. Et c'est une situation originale en diable : Pierre aime Marion qui lui préfère Henri, qui s'en moque comme d'une guigne !

La malheureuse Pauline, seul personnage simple, ne réussit pas à elle seule à sauver le film.... de la noyade !

Jacques FONTENOY

« Tygra, la glace et le feu »

Un dessin animé fantastique de Ralph Bakshi

En des temps indéfinis, Nécrom, seigneur du Nord, par la seule puissance de sa pensée destructrice, lance ses glaciers à l'assaut du royaume du Sud dont le paisible souverain s'abrite derrière une ultime barrière de volcans.

Qui de la glace ou du feu vaincra ? L'issue ne fait aucun doute. D'autant que Tygra, fille du roi du feu, aidée d'un audacieux beau jeune homme et d'un mystérieux cavalier sans peur ni reproche, s'est jetée dans le combat.

A pied, à cheval, en bateau et en ptérodactyle, nos trois héros affrontent loups sanguinaires, pieuvres dévoreuses et autres bestioles de cauchemar qu'ils terrassent avec aisance.

Si l'on a huit ans, ou qu'on en a gardé les yeux, il y a de quoi se sentir vengé de toutes ses peurs nocturnes. Et puis, pour une fois, c'est une fille, et une mignonne, qui tue tous les méchants. On en parlera dans les cours de récréation.

Annick MORIZET

FILMS

« Coup de foudre »

Dans les années de l'après-guerre, c'est l'amitié de deux femmes, une amitié qui bouleverse leur vie, qui nous est contée.

L'une, Léna (Isabelle Huppert), Juive belge internée pendant la guerre dans le camp français de Rivesaltes, a épousé pour en sortir un légionnaire gentil mais borné. Son mari est devenu garagiste. Elle mène une existence de petite bourgeoise oisive, à ses côtés.

L'autre, Madeleine (Miou-Miou) a perdu à 18 ans son mari, pendant la guerre, pendant la fusillade qui a éclaté lors d'une arrestation par la milice. Elle s'est remariée à un comédien raté, car elle attendait un enfant de lui.

Elles se rencontrent à Lyon, où elles vivent toutes les deux. Madeleine a un petit garçon.

Petit à petit, leur amitié, leur complicité, leur deviennent indispensables ; c'est une lumière, un souffle d'air face à leur mariage raté et leur vie étriquée et monotone. Evidemment leurs maris qui, au début y avaient vu l'occasion chacun de draguer l'amie de leur femme, prennent ombrage de cette amitié envahissante. Elles se passent d'eux, ce qu'ils ne peuvent ni comprendre, ni supporter.

Finalement, après bien des doutes et des crises, elles décident de prendre leur liberté et de vivre ensemble.

A la fin du film, on apprend que cette histoire est vraie et que Léna n'est autre que la mère de la réalisatrice, Diane Kurys.

L'interprétation est bonne, les personnages très touchants. Et le film est empreint d'humour, de tendresse et de fraîcheur.

Laurence VINON

« *Un dimanche de flic* »

de Michel Vianey

Dans ce film, le réalisateur a voulu marier les genres et nous intéresser à la fois à une intrigue policière et à une histoire sentimentale à la française, celle de deux collègues-copains, quadragénaires, dont l'un quitte sa femme pour une plus jeune au moment où l'autre tombe à pic pour consoler la première.

L'intrigue policière consiste à mettre en scène deux flics qui veulent un peu travailler pour leur propre compte et passent sans difficulté la limite finalement bien floue entre gendarmes et voleurs. Tout est hyper-conventionnel, depuis le vieux flic à la retraite branché sur un coup jusqu'à l'implacable-mais-grand-seigneur-chef des truands, un infirme à l'accent étranger.

Le film est donc une succession de scènes classiques de film policier entrecoupées de plans où les deux flics copains échangent leur état d'âme. Le résultat est plutôt décevant et paraît bien plus long que les 100 minutes que cela dure en réalité.

Claude CHARVET

« *L'homme dans l'ombre* »

Dans une petite ville du Texas, dans les années 1940, une jeune femme divorcée vit seule avec ses deux enfants. Sans nouvelle de son ex-mari parti à la guerre, elle travaille comme téléphoniste.

Elle est surveillée d'abord par les bien-pensants de la ville qui mettent en doute la moralité d'une « divorcée », ensuite par deux repris de justice qui voient en elle une proie facile, et enfin par un mystérieux « *homme dans l'ombre* » qui rôde fréquemment autour de sa maison.

Une nuit d'orage, elle héberge un jeune marin en permission et déclenche ainsi de nouveaux commérages...

Le film est construit sur un suspense qui va croissant. Il peint la mesquinerie des habitants de cette petite ville texane la faisant contraster avec le caractère de cette jeune femme et la spontanéité chaleureuse de sa petite famille. Le film est très bien interprété, en particulier par Sissi Spacek, l'héroïne du film *Missing,* ce qui ne gâche rien.

Sylvie MARECHAL

« *Une gifle* »

Il s'agit de l'un des trois films du réalisateur arménien Henrik Malian présentés en ce moment au cinéma Cosmos, à Paris. Il retrace la vie d'un orphelin, Torik, dans un village d'Arménie au début du siècle.

Rêveur et naïf, Torik fait le désespoir de son père adoptif qui finit tout de même par lui apprendre son métier de sellier. Devenu adulte, il se voit refuser comme prétendant par toutes les filles du village qui le trouvent niais... Le spectateur aussi. Conçu comme un conte populaire, ce film peut apporter un certain dépaysement mais sa lenteur et sa banalité ennuient vite.

S.M.

En alternance avec les deux autres films du même metteur en scène (*Le triangle* et *Naapet*).

« *L'impératif* » de Krzysztof Zanussi

Augustin, fils de famille, est professeur de mathématiques dans une ville universitaire allemande.

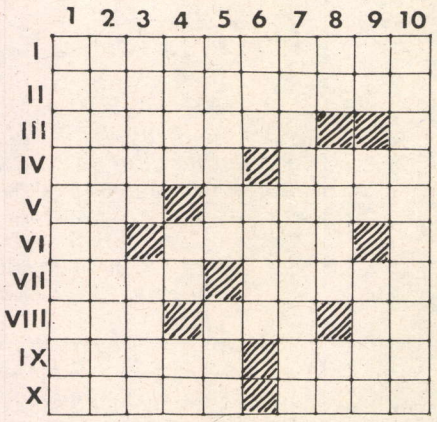
Un jour, imitant la neige qui tombe du toit, il décide de sortir de chez lui en passant par la fenêtre ! Sa femme, une biologiste assez fine mouche, en déduit qu'il n'est pas normal et l'abandonne à ses méditations sur l'équilibre et la norme. Au passage, elle lui fait remarquer que s'il payait son assurance et s'il devait vraiment gagner sa vie, il aurait tout de même les pieds un peu plus sur terre et ne se poserait pas tant de questions.

Abandonné au malheur d'être riche et de travailler du chapeau, Augustin partira en quête des réponses qu'il cherche à ses interrogations : les oppositions entre la foi et la science, le sacré et le sacrilège, la norme, la marginalité et la folie. Un petit passage à l'asile, quelques bonnes séances d'électrochocs et la reprise de contact avec la réalité obtenue en s'automutilant, le ramèneront à la raison... ou à la folie ?

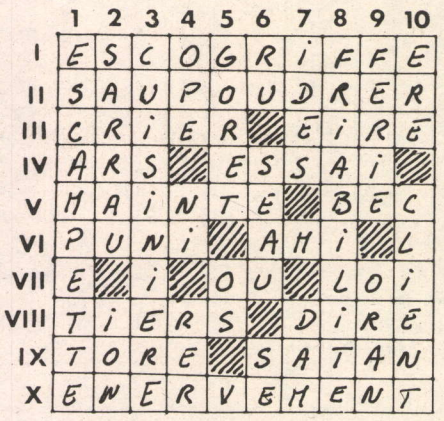
C'est autour de ces thèmes que tourne le dernier film de celui que la presse appelle « le philosophe du cinéma ». Il faut croire que la philosophie et le cinéma ne font pas trop bon ménage, car on s'ennuie ferme !

Jacques FONTENOY

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Saisit le corps. II. Flasque. III. Très froid, il ne se déplace que lentement. IV. Facile à digérer. Beau brun. V. Monnaie scandinave. Vieille façon de nettoyer les casseroles. VI. Le début de la misère. Sur le port de pèche. VII. Fils d'Aphrodite. Toile à gratter. VIII. Grâcieux quand il est petit. Blonde assez légère. N'importe qui. IX. Donnèrent leur nom à une célèbre conspiration. Une prise au hasard parmi sept. X. Ça tourne rond avec la petite. Faire un feu !



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	S	C	O	G	R	I	F	F	E
II	S	A	U	P	O	U	D	R	E	R
III	C	R	I	E	R	▨	E	I	R	E
IV	A	R	S	▨	E	S	S	A	I	▨
V	M	A	I	N	T	E	▨	B	E	C
VI	P	U	N	I	▨	A	M	I	▨	L
VII	E	▨	I	▨	O	U	▨	L	O	I
VIII	T	I	E	R	S	▨	D	I	R	E
IX	T	O	R	E	▨	S	A	T	A	N
X	E	N	E	R	V	E	M	E	N	T

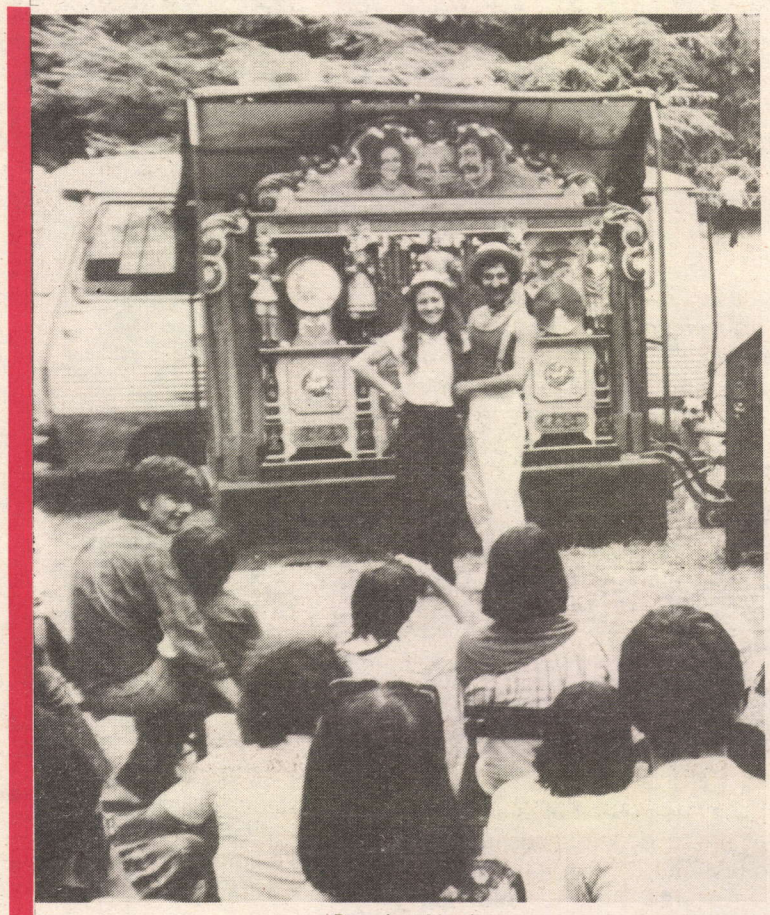
VERTICALEMENT. — 1. Réussir une étroite union. 2. Prétexte à promenade pour un croyant. 3. Sous les pavés de 68. Vient au secours d'un ouvrage en péril. 4. Indiquée par le pedigree. Démonstratif. Seul. 5. Allonger. Passe au milieu. 6. Demoiselle sur le pavé. N'a pas de frontière. 7. Nécessite un éclaircissement. 8. Arrivé. Conçu. Conjonction. 9. Légitime. Note. Se soulage. 10. Chasser au-delà des frontières, pour un Romain.

FÊTE

Pour la Pentecôte 1983, les 21, 22 et 23 mai, vous avez rendez-vous à Presles dans le Val-d'Oise avec LUTTE OUVRIÈRE et la LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE, puisque cette année la fête sera organisée en commun par nos deux organisations.

Alors prenez date. Ce sera un grand rassemblement politique où vous pourrez discuter avec des militants d'extrême-gauche de diverses tendances et de nombreux pays.

Ce seront aussi trois jours de rencontres et de discussions fraternelles, trois jours de fête, de divertissements et de spectacles.



Duval et Machon.

Pendant les trois jours de la fête, il y aura un spectacle continu sur plusieurs scènes aménagées. Et il y aura aussi en permanence, dans les allées, sur les pelouses, une animation variée à laquelle tous peuvent participer.

Alors, pour que notre fête soit une vraie fête, nous faisons appel à tous ceux, artistes, chanteurs, troupes de théâtre, orchestres de musique classique, de jazz, de musique folk, animateurs de rue qui veulent nous prêter leur concours, en particulier bénévolement, à notre fête.

Ils auront là l'occasion de rencontrer un public large et chaleureux. Alors, merci à tous ceux qui, comme chaque année, voudront bien venir animer la fête.

• Des jeux

A vos marques ! Car la fête, c'est aussi le jeu. Pour les petits comme pour les grands ! Qu'on soit gagnant ou perdant ! Et des dizaines et des dizaines de jeux feront appel à votre adresse, à votre force, à votre habilité... et à votre humour de bon joueur !

Ils seront parmi nous

Notre programme n'est pas encore complet, et nous l'annoncerons au fil des semaines.

Mais d'ores et déjà nous savons que nous auront parmi nous :

— Marie-Paule BELLE.
— TOURE KOUNDA, musique africaine.
— JOSEFINA, chanteuse de tangos argentins.
— DUVAL ET MACHON, limonaires et théâtre de rue.
— LES POINCHEVAUX, folk.
— Jean-Marc DELPECH, chansons et animation.
— José ARMIJO, chansons du Salvador.
— TRIGONE, chansons italiennes.
— JULIET' et ONYX, jazz rock.
— Patrick ELIES chantera Brel.
— Philippe CAUVIN, guitare.

Avec Yvon HAMARD, MONTSERRAT et Jean MOURIERE, ce seront les sketches du spectacle **« Silence, j'intériorise ».**

Il y aura aussi du théâtre avec **« Vous avez dit bizarre ».**

Et ce n'est bien sûr qu'un début.

• *Des vignettes pour écraser les prix*

A la fête, nous luttons à notre manière contre l'inflation, en mettant en circulation une monnaie originale qui vous permettra d'acheter tout, absolument tout ce qui est en vente à la fête (sauf le tabac), 20 % moins cher !

Il vous suffit pour cela de vous procurer ***à l'avance,*** *auprès de nos camarades, des vignettes que vous paierez 8 F et qui pendant toute la durée de la fête auront un pouvoir d'achat de 10 F.*

Vous voulez manger un plat ? Acheter un objet d'artisanat ? Une crêpe vous tente ? Eh bien, non seulement leurs prix ont été calculés au plus près, mais de plus, c'est avec 20 % de réduction que vous pourrez vous les offrir !

Avouez qu'on ne perd pas au change.

Alors, faites vos provisions de vignettes... mais à l'avance !

Marie-Paule Belle.

• Des débats

La fête, c'est la liberté. La liberté des idées, la libre discussion entre tous ceux qui refusent l'exploitation.

C'est pourquoi nous voulons renouer avec une des traditions du mouvement ouvrier, celle de la démocratie.

Aussi pendant trois jours, le terrain de Presles sera un vaste forum. Des débats, présentés par tous ceux qui en feront la demande, fourniront le cadre à la confrontation.

Par ailleurs, des personnalités viendront parler de leurs travaux, ou encore exposer leurs conceptions, pour en débattre avec vous.

Tout sera mis en œuvre pour permettre, fraternellement, la libre expression et la libre confrontation.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64.995